

Libération

Ukraine
La Roumanie
sur une ligne
de crainte

PAGES 8-11

Evasion fiscale
En finir avec
les comptes à
dormir debout

PAGES 12-13

Dans la bande de Gaza, le 18 octobre. PHOTO IMAGO FANCOSI/AGF



M 00135 - 002 - F - 2,70 €



GAZA

VERS L'ASSAUT FATAL

L'armée israélienne s'apprête à entrer dans un territoire qu'elle ne maîtrise pas, un piège terrifiant, comme en témoigne un ancien soldat de Tsahal, qui y fut envoyé en 2014. De quoi redouter des combats meurtriers y compris pour les civils.

PAGES 2-8

ÉDITORIAL

Par
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Piège

Voilà donc l'armée israélienne prête à sauter à pieds joints dans le piège tendu par le Hamas : entrer dans Gaza, traquer les islamistes dans l'entrelacs labyrinthique des ruelles que ces derniers maîtrisent au millimètre, se glisser au fond des tunnels minés, tirer sur chaque silhouette en vue, quelle qu'elle soit, terroriste ou non. Cette offensive s'annonce sanglante, pour les militaires de Tsalah comme pour les populations civiles de Gaza et ne parlons même pas des otages israéliens, français, britanniques, allemands, américains et on en oublie - plus de 20 pays ont des concitoyens retenus captifs par le Hamas. Les autorités israéliennes sont bien conscientes de tous ces dangers mais elles considèrent qu'elles n'ont pas d'autre choix que celui d'y aller. Pour elles, il s'agit autant de laver l'humiliation subie par les attaques surprises du Hamas le 7 octobre que de venger les centaines d'Israéliens abattus dans des conditions atroces et d'*«éradiquer»* l'organisation terroriste, comme l'Occident a éradiqué Daech, répète Benjamin Nétanyahou. *«Éradiquer»*, voilà bien un terme militaire, *«faire disparaître un mal»*, nous dit le Larousse. Mais peut-on faire disparaître un mal en causant un mal aussi grand en retour ? Les enfants palestiniens de Gaza qui vont voir leurs parents tués ou mourir de faim dans les jours ou les semaines à venir ne veulent pas vouloir faire du mal à leur tour ? Certains pays ont bien conscience du danger et pressent les dirigeants israéliens de retenir leurs coups et de contenir leur rage. Certains soldats aussi. Gaza *«est un environnement complexe, dans lequel tu sens que le Hamas est partout, tout le temps. Tu ne les vois jamais, jusqu'à ce qu'ils te tombent dessus dans une embuscade»*, a confié un ancien membre d'une unité d'élite entrée dans Gaza en 2014 à notre correspondant en Israël. Il souffre aujourd'hui d'un stress post-traumatique et milite pour le dialogue entre Israéliens et Palestiniens. On le sait tous : après le fracas des armes viendra le dialogue. Mais le mal sera fait. ➔



Vue aérienne de bâtiments détruits à Madinat al-Zahra, dans la bande de Gaza, samedi. PHOTO SHADI TABATBEI DPA. ABAÇA

HAMAS-ISRAËL

Le vertige d'une périlleuse offensive

Par
SAMUEL RAVIER-REGNAT

L'invasion de l'enclave palestinienne que Tsalah prépare depuis l'attaque du 7 octobre s'annonce extrêmement difficile au regard de la densité de population et de la connaissance du terrain des hommes du Hamas. Sur place, les civils risquent de payer un très lourd tribut.

S'adressant à ses hommes postés à la frontière avec la bande de Gaza Jeudi, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, leur a fait une promesse : *«Vous verrez bientôt de l'intérieur. L'ordre va venir.»* Plus de deux semaines après l'attaque sanglante perpétrée sur leur sol par le Hamas, qui a fait plus de 1 400 victimes, les troupes israéliennes s'apprentent à entrer dans l'enclave palestinienne. L'opération est préparée minutieusement par Tsalah, qui a massé près de la frontière des dizaines de milliers de sol-

«Gaza est une zone de chars et des blindés, mobilisés 360 000 réservistes, obtenu le soutien militaire des États-Unis et bombardé massivement l'enclave palestinienne, visant des cibles stratégiques mais tuant aussi plus de 4 650 personnes, selon la branche gazouaie du ministère palestinien de la Santé, sous la coupe du Hamas.

Le gouvernement de l'État hébreu a autorisé le haut commandement à engager les opérations terrestres dès qu'il y serait prêt. Une bataille qui, pour Tsahal, s'annonce incertaine autant que périlleuse, en dépit de sa supériorité militaire évidente sur le plan technique et numérique. A Gaza, les soldats israéliens vont combattre sur un terrain à la densité de population parmi les plus élevées au monde (plus de 2 millions d'habitants sur une bande de terre d'à peine 365 km²), que les militants du Hamas connaissent parfaitement, qu'ils ont piégé, miné, et dans lequel ils ont construit un vaste réseau souterrain connu sous le nom de «mètre de Gaza».

Initialement destiné au transport de marchandises de contrebande, ce réseau pourra permettre au mouvement islamiste de cacher hommes et armes pour surprendre ses ennemis. Les affrontements auront lieu à l'intérieur même des immeubles, souvent au corps-à-corps. Une configuration défavorable aux assaillants, dont l'État hébreu a déjà souffert lors des trois opérations (2006, 2008-2009 et 2014) menées dans l'enclave depuis qu'il s'en est désengagé en 2005 – aucune d'entre elles, cependant, n'était de l'ampleur de celle qui vient. «Gaza est complexe, Gaza est densément peuplé, l'ennemi y prépare beaucoup de choses, mais nous nous préparons aussi pour lui», a martelé samedi le chef d'état-major israélien, le général Herzl Haveli.

«LONGUE, CÔUTEUSE, USANTE»

«A moins qu'Israël cherche à faire un coup d'éclat, je pense qu'on ne verra pas dans l'immédiat de colonnes de chars pénétrer dans Gaza, prévient Héliose Fayet, chercheuse à l'Institut français des relations internationales et spécialiste en forces armées du Moyen-Orient. Certes, l'image serait très symbolique, mais ce serait surtout extrêmement dangereux car les chars sont vulnérables en milieu urbain. En 2014, certains avaient été détruits par des explosifs après avoir été bloqués dans une impasse.» Héliose Fayet envisage plutôt une période d'intensification des incursions par les forces spéciales pour acquérir du renseignement et faire des éliminations ciblées», puis «une phase plus musclée, avec plus de troupes au sol, l'infanterie, des brigades parachutistes, des unités de génie pour détruire les mines et la fortification de l'ennemi et de véhicules de transports de troupes».

Dans l'optique de «décapiter la bande de Gaza en tronçons hermétiques et de neutraliser les points névralgiques», «des chars seront postés sur les avenues et aux carrefours, des unités mécanisées d'infanterie créeront des brèches profondes dans les murs et les fortifications et les fantassins seront déployés de nuit par hélicoptère, sous protection des drones et de l'aviation de combat», prévoyait de son côté l'historien Pierre Razoux, spécialiste de Tsahal, dans un entretien à Libération le 11 octobre. Si les blindés s'aventurent en territoire gazouai, leur avancée devrait être lente, quelques centaines de mètres par jour au maximum, en raison de la nécessité d'éviter les voies de circulation existantes, trop risquées, mais aussi de l'amorcellement de débris provoqué par les bombardements incessants de l'État hébreu. Dans ce contexte difficile, l'état-major israélien est contraint de mobiliser énormément d'hommes pour vaincre le Hamas (dont l'effectif est estimé à environ **Suite page 4**

«Entrer à Gaza est une des choses les plus effrayantes que j'ai vécues»

En 2014, alors qu'il faisait son service militaire, Ariel Bernstein, 29 ans, a été envoyé dans l'enclave palestinienne avec son unité. Aujourd'hui militant pour la paix, il redoute les conséquences d'une inévituelle offensive terrestre.

«J'ai fait mon service militaire dans une unité d'élite de reconnaissance de la brigade Nahal, entre 2012 et 2015. Nous étions déployés en Cisjordanie, mais quand l'offensive [de 2014] a été déclarée, on nous a donné une nouvelle mission: rentrer dans Beit Hanoun [dans le nord-est de la bande de Gaza]. Nous devions sécuriser le quartier pendant qu'un groupe de sapeurs s'occupait de détruire des tunnels du Hamas. Il n'y avait pas d'autre choix que d'y aller à pied.

«Avant l'offensive, beaucoup de généraux et de politiciens sont venus nous rendre visite pour reponger le moral des troupes. J'avais déjà commencé à perdre de ma motivation en tant que soldat, à remettre en question ce que nous faisons en Cisjordanie. Mais je ne pensais qu'à mes potes, j'y allais pour eux, pour les mes de mon unité. Et puis Gaza, c'était plus simple morale – en fin de compte, c'est une guerre, une vraie, avec de vrais adversaires.

«Rentrer dans une bande de Gaza est une des choses les plus stressantes, les plus effrayantes que j'ai vécues. Tout ce qu'on sait de l'autre côté, c'est ce qu'on a vu à la télé. Tu sens qu'on veut l'attraper dans un piège, un environnement urbain très dense, où l'avantage d'une grande armée, puissante, devient nul.

«Nous sommes restés pendant deux semaines à Beit Hanoun; nous ne sommes sortis qu'une fois, pour quelques heures. Tous les soirs, on dormait dans un appartement différent, en fonction de la mission qu'on devait accomplir. Tu vois les traces d'humanité – les manuels scolaires, les photos de famille – mais tu ne perçois pas cela comme une zone résidentielle. C'est le front, une zone de guerre. Un environnement complexe. Dans lequel tout ce qui est appartement est partout, tout le temps. Tu ne les vois jamais – jusqu'à ce qu'ils te tombent dessus dans une embuscade.

«Avant d'entrer, on nous avait dit que les habitants avaient été prévenus, qu'on leur avait dit de partir, que la ville était vide. Toutefois, dans une zone de Gaza, il y avait été considérée comme membre du Hamas, ou au moins un collaborateur, en tout cas une cible potentielle. Mais ce n'est pas si simple. J'ai vu le cadavre d'une femme âgée, avec une munition lourde au milieu du visage. Elle avait comme des têtes de pris dans un feu croisé. Une autre unité est tombée sur une famille entière, dix personnes, clairement pas des terroristes.

«Cela n'a pas vraiment entamé ma détermination. Ce qui comptait, c'était rester en vie, et protéger mes camarades. Les gens de mon unité, et les amis de mes frères. Tu t'entraînes ensemble pendant seize mois, tu vis des expériences très intenses. Deux semaines après, on nous a dit qu'il y avait un cessez-



Lancien soldat israélien Ariel Bernstein à Tel-Aviv, dimanche.

le-feu. C'était le seul moment de lumière que j'ai eu dans ces deux semaines d'obscurité. On nous a fait sortir une heure avant; en partant, on a vu l'aviation réduire le quartier à néant.

«Il y a des choses dont on ne peut pas revenir. Mourir. Prendre une vie. Dès le 7 octobre, la première chose que je me suis dite c'est "l'espère qu'il n'y a pas eu d'offensive terrestre". Je suis exempté de réserves

parce que je souffre de stress post-traumatique, mais mes potes y sont. Maintenant, tout ce que je peux faire c'est attendre d'entendre leurs noms à la radio. Leur expérience sera différente de la mienne, physiquement, émotionnellement et psychologiquement. Nous n'étions qu'à kilomètre à l'intérieur de Gaza. Si le but est d'éradiquer le Hamas, il faudra aller beaucoup plus loin. Je ne vois pas comment c'est possible sans mettre en œuvre un nombre de troupes conséquent, avec un risque de pertes humaines décuplé des deux côtés.

«Après ce qu'il s'est passé, tout le monde en Israël veut faire quelque chose. Je connais

personnellement quatre personnes retenues en otage; deux anciens combattants qui ont témoigné avec moi dans Breaking the Silence [une ONG composée de soldats et vétérans de Tsahal] ont été tués. Mais j'ai consciemment pris la décision de ne pas participer à l'effort de guerre. J'ai créé un groupe d'anciens combattants comme moi. Nous nous sommes réunis deux fois, avec un psychologue.

«On a persuadé les Israéliens qu'ils pouvaient vivre à côté de cette "situation", que c'était ce qu'on pouvait espérer de mieux. Mais Gaza est une bombe à retardement. Ça me rend fou, parce que je pense que le massacre aurait pu être évité; des gens sont peut-être morts pour rien. Au bout du compte, ce n'est pas les membres du cabinet qui en paieront le prix. Appeler à un cessez-le-feu est perçu comme nul, presque de la trahison. Mais plus que jamais, il faut que ce conflit soit résolu par le dialogue, entre nous, et avec les Palestiniens.»

Recueilli par **NICOLAS ROUVER**
Correspondant à Tel-Aviv
Photo **RAFAEL YAGHOUBZADEH**

TÉMOIGNAGE

Suite de la page 3 30 000 hommes), au risque de se découvrir sur d'autres fronts, à l'heure où les tensions à la frontière avec le Liban se font plus pressantes. «Statistiquement, pour avoir une chance de prendre le contrôle de Gaza, l'armée israélienne a besoin de 200 000 soldats, soit environ 40% de Tsaal, réservistes compris... C'est une opération extrêmement longue, coûteuse, usante sur le plan matériel, physique et psychologique», explique Pierre Razoux. Le vaste réseau de tunnels renforce ce besoin en hommes et constitue «un double défi tactique», analysait mercredi dans Libération l'ancien colonel américain Peter Mansoor, vétéran de la guerre en Irak. Les Israéliens «devront laisser des troupes derrière eux à mesure qu'ils avanceront, au cas où des hommes du Hamas surgiraient dans des endroits inattendus à l'arrière du front. Et ils devront fouiller minutieusement la zone tout en avançant pour trouver l'entrée des tunnels».

«RÉSISTANCE TRÈS FORTE DES HABITANTS»

Les pertes humaines menacent d'être colossales, chez les soldats israéliens mais aussi parmi les civils palestiniens. Au président américain Joe Biden, qui lui a rendu visite mercredi, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a promis qu'il ferait «tout son possible» pour épargner ces derniers, mais sa promesse ressemble au mieux à un vœu pieux, car les civils, bloqués dans cette prison à ciel ouvert que Gaza, ne peuvent pas échapper aux combats. En 1404, l'opération Bordure protectrice avait causé la mort de 2 200 Gazaouis, essentiellement des civils, dont un quart d'enfants, ainsi que de 66 soldats israéliens.

Samedi, les habitants du nord de l'enclave palestinienne ont reçu des tracts et des messages mobiles de l'armée israélienne, les exhortant à nouveau à fuir vers le sud. «Votre présence au nord de Wadi Gaza [une rivière au sud de laquelle Israël demande aux civils de se rendre, ndr] met votre vie en danger. Toute personne qui choisira de ne pas quitter le nord de Gaza pourrait être considérée comme complice d'une organisation terroriste», mettait en garde le tract. Rendue d'autant plus complexe que le Hamas détient en tout 210 otages qui risquent de périr au cours des opérations, l'invasion de la bande de terre a tout du piège pour Benjamin Netanyahu, dont le capital politique est déjà largement entamé par les accusations de négligence portées contre lui en raison des renseignements qu'il avait reçus en amont de l'attaque du 7 octobre.

L'offensive terrestre peut-elle être victorieuse ? Netanyahu a martelé sa volonté de «détruire le Hamas comme le monde a détruit Daech». «Mais il est difficile de détruire un groupe terroriste, surtout s'il a une dimension politique comme le Hamas. Si l'armée israélienne venait à occuper de nouveau la bande de Gaza, elle serait confrontée à une résistance très forte des habitants, qui serait coûteuse en soldats», souligne la chercheuse Héloïse Fayet. Des ruines et des cendres pourraient surgir d'autres groupes armés, portés par une colère décaplée par l'Échecotam. Pour éviter un tel scénario, Israël devra ménager la voie d'un dialogue politique avec des interlocuteurs palestiniens. «Ce qui est inquiétant, dit Héloïse Fayet, c'est qu'il n'est pas certain que les Israéliens eux-mêmes sachent ce qui se passera après l'invasion.»



À la morgue d'un hôpital gazouï, dimanche. Les parents des deux enfants tués par une frappe israélienne avaient écrit leurs noms, Hami et Layan Nateel, sur leur corps pour qu'ils puissent être identifiés. PHOTO BASHAR TALEB APF

LES FAITS DU JOUR

■ **Dix-sept camions d'aide humanitaire dont six de carburant à Gaza.**

Après les 20 camions de vivres et de médicaments qui ont traversé samedi le terminal égyptien de Rafah en direction de la bande de Gaza, 17 camions supplémentaires ont été schématisés dimanche. Parmi eux, 6 camions-citernes de carburant, livraison à laquelle s'opposait jusque-là Israël, craignant qu'elle ne serve aux besoins militaires du Hamas. Le carburant est essentiel pour faire fonctionner les générateurs, alors que la bande de Gaza est privée d'électricité.

■ **Plusieurs milliers de personnes à Paris pour réclamer un cessez-le-feu.**

Plusieurs milliers de manifestants se sont donné rendez-vous dimanche après-midi sur la place de la République, à Paris, pour demander l'arrêt des opérations militaires et de israéliennes à Gaza. Les participants ont multiplié les slogans pro-palestiniens à l'occasion de cette première manifestation parisienne à ne pas avoir initialement fait l'objet d'une interdiction par la préfecture de police de Paris. La veille, des rassemblements similaires

se sont déroulés à Lyon, Rennes et Metz. À Londres, plus de 100 000 personnes ont convergé samedi pour manifester leur soutien à la Palestine.

■ **Le journaliste et fixeur Roshti Sarraj tué à Gaza.**

Le journaliste et fixeur palestinien Roshti Sarraj, 31 ans, a été tué dimanche dans un bombardement israélien sur Gaza City. Il travaillait avec les correspondants et envoyés spéciaux de plusieurs médias français. Sa femme et sa fille de 1 an ont été blessées dans la frappe.

■ **4 741 Palestiniens tués depuis le début de la guerre selon le Hamas, 212 otages à Gaza.**

D'après le réalisateur de la Santé contrôlé par le Hamas, 4 741 Palestiniens ont été tués et 15 898 blessés depuis le début de la guerre. Dans la bande de Gaza, le nombre de réfugiés aurait atteint 1,4 million de personnes. Ces chiffres n'ont pas pu être vérifiés par une source indépendante. Côté israélien, le nombre d'otages détenus dans la bande de Gaza a été réévalué à 212. Le nombre de morts dans les attaques du 7 octobre dépasse les 1 400.

Les bulldozers de Tsaal sur le pied de guerre

Au cœur de la stratégie des forces armées depuis près de quarante ans, ces engins de chantier adaptés au combat devraient jouer un rôle crucial dans l'offensive terrestre à venir sur Gaza.

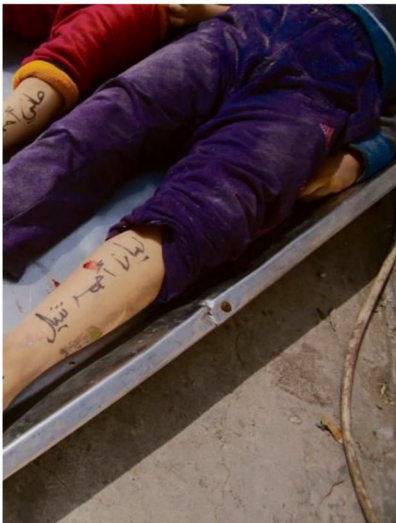
Après des jours à pillonner la bande de Gaza, l'aviation israélienne s'apprête à laisser place aux troupes terrestres. Environ 460 000 hommes et femmes, dont 360 000 appelés, sont prêts au combat côté Tsaal. En plus de ces troupes, Israël entend bien déployer tout l'arsenal militaire dont il dispose. Et ainsi redorer l'image fortement écornée d'une armée 2,0, sidement par l'attaque massive du Hamas le 7 octobre. Avant d'envoyer ses chars dernière génération, de déployer snipers et autres unités d'élite dans ce qu'il restera de différents districts de Gaza, Tsaal peut s'appuyer sur un engin XXL, cyniquement surnommé «Tedy Bear» («ours en peluche») au sein

de son équipe, le D9, un bulldozer équipé, le D9. Ces véhicules se prépareraient à pénétrer en première ligne dans l'enclave. Hauts de 4 mètres, pesant aux

alentours de 70 tonnes, ces engins sont renforcés par un blindage à grilles, capable de résister à certaines mines terrestres. Sur certains bulldozers, les techniciens de Tsaal ont fixé une mitrailleuse au-dessus du cockpit, qui vient compléter les projecteurs de fumée et autres lance-grenades déjà installés. L'habitacle, protégé par des vitres pare-balles, peut accueillir dix opérateurs. Les soldats désireux d'intégrer les unités du génie militaire doivent suivre une formation de huit semaines. Fabriqués de puis 1955 aux États-Unis par le constructeur texan Caterpillar, ces bulldozers ont rapidement été utilisés par les militaires, américains comme israéliens.

■ **«Mastodontes».** Depuis le conflit Israël-libanais de 2006, en plus du D9 «Tedy Bear», les soldats de Tsaal peuvent désormais guider à distance le D9N, un bulldozer du même type, sans pilote, baptisé «Baam Ha-Schachar» pour «tonnerre de l'aube». En remportant en août 2019 l'appel d'offres du ministère de la Défense israélien, Elbit Systems contribue à faire du D9 un véhicule de combat résistant contre les missiles antichars. Basée à Haifa, cette entreprise spécialisée dans la défense entre les bulldozers du système Iron Fist. Quand la menace devient

imminente, le dispositif projette un intercepteur, sorte de petite fusée, qui vient à la rencontre de l'obus pour le dévier ou le détruire. Le canon de l'Iron Fist peut aussi contraindre une attaque de drones. A qui peuvent servir ces engins suréquipés dans un assaut terrestre de Gaza ? Pour répondre à cette question, l'expert en stratégie militaire Pierre Servant évoque la bataille de Fallouja, en Irak, auquel il consacre un chapitre entier de son livre *Extension du domaine de la guerre*. «Les appartements communiquent entre eux, et les combattants utilisent des tunnels tout en piégeant des routes. Conscients de cela, les Américains avaient massivement bombardé, rappelle l'ancien officier de réserve du génie. Mais plus vous détruisez, plus vous comblez les trinitaires. Les rues sont recouvertes d'immeubles couchés et de débris. On ne peut plus pénétrer dans la ville.» Pour résoudre ce problème, il a fallu faire appel aux unités du génie militaire pour percer des axes sécurisés. C'est auprès de leurs alliés israéliens que les États-Unis ont trouvé la solution, en achetant plusieurs D9. «Avec ces énormes mastodontes, les Américains ont refait l'urbanisme de Fallouja, ajoute Pierre Servant. Et ouvert ce nihilo de nouveaux itinéraires au milieu des décombres.»



Une fois les D9 passés, les armées procèdent habituellement à des «chevauchées canon». «Des colonnes de blindés, qui foncent et tirent en continu, en arrosant les façades, explique Pierre-Servent. À Faloujja, pour chaque riposte survenue durant le passage de la colonne, les coordonnées GPS étaient envoyées par drone pour identifier le bâtiment d'où était parti le tir. La zone était alors à nouveau bombardée. Ensuite, il a fallu entrer dans les immeubles, combattant contre combattant.» Selon l'ancien officier de réserve, le scénario pour Gaza risque fort d'être similaire, indiquant que «le Hamas a certainement déjà piégé plusieurs immeubles et tunnels».

Critiques. Si l'armée israélienne lue depuis longtemps l'efficacité des D9, le bulldozer fait aussi l'objet de nombreuses critiques. Sous pointés les dégâts majeurs causés par ses engins sur les infrastructures palestiniennes, ainsi que leur implication dans les territoires occupés. Un événement va mettre en lumière l'utilisation massive de ces monstres d'acier. Le 16 mars 2003, la militante pacifiste américaine Rachel Corrie, 23 ans, meurt à Rafah, écrasée par les chenilles d'un bulldozer D9. Elle s'opposait avec des habitants et d'autres membres du Mouvement international de solidarité à la destruction d'une maison palestinienne dans cette ville du sud de la bande de Gaza. Sa famille a bien tenté de faire condamner l'Etat d'Israël. Sans succès.

En mars 2011, l'ONG suisse Trial International, spécialisée dans l'aide

juridique, a apporté son soutien à six familles palestiniennes dans leur plainte pénale contre la filiale suisse de Caterpillar. Ces familles originaires de Qalqilya en Cisjordanie accusent les bulldozers D9 de l'armée israélienne d'avoir rasé leur habitation en août 2007. Une affaire finalement classée en 2014 par le ministère public de la Confédération, au motif que celui-ci n'est pas des armes et que Caterpillar n'est peut-être tenu responsable pour l'utilisation qu'en a fait les Forces de défense israéliennes.

Philip Grant, directeur exécutif de Trial International, évoque un «schéma évident de destruction arbitraire», avant de rappeler les derniers chiffres. En 2022, le Bureau des Nations unies de la coordination des affaires humanitaires faisait état de 954 destructions d'habitations, dont 82% ayant eu lieu en zone C, dans l'est de la Cisjordanie, et 15% à Jérusalem-Est. Des démolitions qui entraînent des conséquences importantes: au moins 1032 personnes ont été forcées de se déplacer au cours de cette année. Avec toujours à la manœuvre les opérateurs des D9. «Notre affaire remonte à plus de dix ans et aujourd'hui ces bulldozers ont quasiment été transformés en chars d'assaut», regrette Philip Grant. Ils sont utilisés dans la destruction des habitations civiles. «Cela n'a plus rien à voir avec un outil de chantier pour débarrasser un tas de cailloux.»

CHARLES DELOUCHE-BERTOLASI

A l'enterrement d'une militante israélienne, le deuil et la vengeance

Yarin Peled, 20 ans et soldate dans la médecine militaire, a été tuée le 7 octobre dans l'offensive du Hamas. Au cimetière de Sayvon, dimanche, ses proches pleuraient leur amie tout en appelant à une riposte sanglante.

Une fois passé le barrage qui marque l'entrée d'un quartier cosy de Sayvon, dans la grande banlieue de Tel-Aviv, c'est une foule silencieuse qui se présente. Avec de grands drapeaux d'Israël, des voitures garées dans tous les sens, devant de grandes villas, sur un bout de trottoir, ou carrément sur les voies. Une foule de chemises blanches marquées d'une étoile de David rouge. Quelques tenues kal aussi. Et parfois un fusil en bandoulière. C'est que Yarin Peled faisait à la fois partie de l'armée israélienne et de Magen David Adom, l'équivalent de la Croix-Rouge dans l'Etat hébreu. Et pour son enterrement, où l'on se fraie un chemin entre les tombes derrière la masse immobile de l'assistance trop nombreuse, elle avait souhaité que tous ses camarades viennent en uniforme.

C'est tôt, 20 ans, pour avoir déjà un testament. Alom pousse un soupir d'approbation. Puis cet oncle tout en tenue, aux grands yeux bleus comme sa nièce, se reprend: «Quand on est militaire, on sait qu'on peut mourir.» Ça n'a empêché pas les larmes, qui brillent sous les képis, ni celles qui coulent sur les épaulettes. Il faut dire que l'assistance n'est pas vieille. Une myriade de visages bouffis. Ils ont l'air fiers et dans jusqu'à ce qu'ils n'en puissent plus. Que les discours qui s'enchaînent leur tordent l'estomac. Jusqu'à ce que leur mine se crispe, que leurs yeux tombent et que leur menton tremble. Yarin était dans la médecine militaire, c'était une soldate «tue au combat», mais c'était avant tout leur amie.

«Un phare dans la tempête»

Le 7 octobre, lors de l'offensive du Hamas dans le sud d'Israël, Yarin était en poste dans la base militaire proche de Nahal Oz, à quelques kilomètres seulement du kibboutz de Be'eri qui l'a vu naître. Lorsque, dès l'aube, une salve de roquettes enfleamme le ciel, elle court avec l'un de ses amis s'abriter dans un bunker, et prévient ses proches. Les hommes du Hamas sont une cinquantaine. Ça tire dans tous les sens. Une grenade est lâchée sur la porte de l'abri et découvre les deux amis. Armes à la main, ils essaient de fuir. Croisent l'un des hommes vengés en découvrant. Yarin ajuste et tire. L'homme s'éroule. Ils se précipitent dans leur casemate. Un autre terroriste se présente à la fenêtre. Celui-ci est trop rapide. Yarin est morte les armes à la main alors qu'elle se destinait à sauver des vies.

«Elle a tué un terroriste», lâche son ami Roe, plein d'admiration. On comprend mieux la foule, de proches et de moins proches, sous le soleil couchant de Sayvon. Yarin Peled incarne tout ce qu'Israël tra-

«Je ne souhaite qu'une chose, c'est la venger. J'ai 21 ans, j'ai servi trois ans, et j'ai déjà vécu trois guerres. Il est temps que ça cesse.»

onfr amie de Yarin

verse actuellement. Elle est l'une des 1 400 victimes du 7 octobre, fauchées par Hamman dans les haies de l'Etat hébreu. L'une des figures de ce deuil difficile d'un pays qui veut s'échapper les funérailles. Mais elle est aussi un exemple pour T'sahal. Celui du courage et du sacrifice à l'heure de la vengeance et alors que des milliers de soldats s'apprennent à entrer dans Gaza.

Il y a d'un côté sa famille et ses amis. Leurs discours décrivent une jeune fille pleine de vie, rigoureuse et attentionnée. Passionnée et douée pour soigner les autres. Attachée à son image comme au bien-être de ses proches. «Elle avait un charme incroyable, une aura pleine d'amour», raconte son amie Mital, elle aussi membre de Magen David Adom. «C'était comme un phare dans la tempête», souffle Ofir, une larme bloquée au coin de l'œil, et l'air inconsolable. Elles étaient inséparables depuis cinq ans. Au terme d'un discours dignes, sa mère s'étrangle lorsqu'elle évoque son dernier échange avec sa fille. Yarin lui a dit de ne pas s'inquiéter comme on rassure un enfant. «Mais c'est moi qui ai perdu mon bébé», dit-elle dans un sanglot. «Te t'aimera à l'infini.»

De l'autre côté, il y a des larmes de haine, et des mâchoires serrées. Beaucoup des amis de Yarin sont des réservistes. «Je ne souhaite qu'une chose, c'est la venger, enrage Ofir en essayant sa joue d'un geste brusque. J'ai 21 ans, j'ai servi trois ans, et j'ai déjà vécu trois guerres. Il est temps que ça cesse.» Mital enchaîne sur la même tonalité: «Cette guerre, nous allons la gagner. Il n'y a pas de doute. Et nous nous le droit de le faire. C'est incompréhensible que le monde du monde puisse justifier une telle terreur.»

«Une réponse à cette barbarie»

Le 7 octobre, il y a aussi une militante israélienne contre la bande de Gaza. Le pillage sans fin et la menace d'une invasion. «Le 7 octobre, je faisais partie de la première unité de réservistes arrivée dans les kibboutz», témoigne Alom, l'oncle quinquagénaire. J'ai récupéré les corps morts et les civis épaveurs. Il fallait une réponse à cette barbarie.» Comme beaucoup d'Israéliens, il assure que la réponse est proportionnée, que les civils sont prévenus des frappes, que le Hamas instrumentalise l'option internationale, tire des roquettes sur son propre peuple. «Intervenir, c'est aussi sauver les Gazaouis», dit-il d'un air convaincu.

Intervenir, c'est aussi risquer de nouvelles vies, subir de lourds pertes, multiplier les enterrements. «Il faut payer le prix du sang pour obtenir la paix», riposte Alom. «On sait très bien que beaucoup d'Israéliens vont encore mourir», renchérit Roe, qui a grandi avec Yarin. Mais si personne ne se sacrifie comme elle, nous ne vivrons jamais en paix.» Ces gamins-là sont prêts à mourir dans l'espoir d'éviter un nouveau 7 octobre. Ils assure que la réponse est déterminée, même s'ils n'ont pas très bien savoir à quoi s'attendre. Originaire de Be'eri, l'un des kibboutz les plus touchés par l'attaque, Roe croit désormais trop bien connaître la mort. «Perdre un proche, c'est comme voir le monde s'érouler, assure ce grand gaillard aux cheveux roux. Mais il faut être réaliste: le monde disparaît.»

Sous un grand drapeau israélien, un chant traditionnel vient conclure la cérémonie. Puis les soldats au garde-à-vous tirent trois fois pour l'hommage militaire. La première salve arrache un nouveau sanglot dans l'assemblée traumatisée. Elle résonne tristement dans le cimetière trop plein. Comme ce cercueil qui voit défiler la large procession avant de rapidement disparaître sous une vague de fleurs.

BENJAMIN DELILLE

Envoyé spécial à Sayvon (Israël)

ÉVÉNEMENTS

Conflit israélo-palestinien : il y a toujours un après

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Après les guerres israélo-palestiniennes, après les infidélités qui constituent autant d'avertissements du drame palestinien et de l'oubli dans lequel il avait été sciemment plongé par l'ensemble du monde arabe, par les États-Unis et surtout par Israël, après un grand nombre de conférences de la paix, après une foultitude d'attentats terribles jusqu'à celui du Hamas, cet attentat apparaît d'un nouveau type, parce que génocidaire et censé préfigurer pour ses auteurs la destruction des Juifs d'Israël. Après cet épisode il ne reste plus rien de la politique de Benyamin Nétanyahou, de la droite et de l'extrême droite israélienne qui aura consisté, par grignotages successifs, à coloniser la Cisjordanie destinée en principe au futur État palestinien. Et en réalité à zapper les Palestiniens. C'est cette politique de l'écœurement systématique des Palestiniens incarnée depuis dix-sept ans par le même Nétanyahou qui aura conduit au pogrom du 7 octobre, un pogrom dans un pays conçu et construit par

le sionisme pour protéger justement les Juifs. Cette politique politique s'est engagée dans une colonisation à outrance qui devait rendre impraticable l'existence d'un État palestinien. Les nombreux attentats qui ont été commis au fil des années par des Palestiniens auront porté le Likoud au pouvoir et garanti son installation sur la durée. Les deux États avaient été prévus par la décision des Nations unies en 1947, reprise par les accords d'Oslo, et animé par le duo Rabin-Arafat dans le bureau ovale de la Maison Blanche. Un État palestinien, c'était déjà hyper difficile à concevoir à l'époque où Yitzhak Rabin vivait encore mais, vingt ans après, c'est une solution cauchemardesque qui supposerait préalablement d'évacuer tous les colons de Cisjordanie.

La colonisation a commencé après la guerre des Six Jours en 1967 et s'est accélérée avec l'arrivée du Likoud au pouvoir ; entre la Cisjordanie et Jérusalem-Est on comptait, en mars 2022, 710 000 colons : entre 2000 et 2021, l'augmentation aura été de 222%. On compte aujourd'hui 150 colonies israéliennes en Cisjordanie et 35 sur le plateau du Golan, 483 sites sont occupés, en général toutes les collines. Toutes ces

occupations ont été condamnées par la résolution 2334 de l'ONU et elles sont contraires à droit international. Mais Nétanyahou a fait en sorte que ces colonies soient littéralement annexées par Israël.

Les accords de Camp David en 1978 avaient permis d'évacuer la totalité des colonies du Sinaï. En 2008, Ariel Sharon, Premier ministre du Likoud s'est dressé alors contre sa majorité à la Knesset, et réussit grâce à sa détermination et au audace à faire évacuer 8000 colons des 21 colonies de la bande de Gaza. En 2022, 144 Palestiniens auront été tués en Cisjordanie. Lorsque la pression américaine diminue, les colonies se multiplient à nouveau : la présidence Trump aura considérablement accéléré le processus. Cette politique aura été désastreuse, suscitant une haine entêtante envers Israël et l'Occident (l'Europe et les États-Unis). Elle aura favorisé activement le Hamas en se servant des islamistes, pour éliminer le Fatah et marginaliser l'autorité palestinienne, qui incarnait jusqu'ici la possibilité d'un autre État, palestinien celui-là. Cette politique a conduit au désastre du 7 octobre. Et à Beyrouth, le Hamas prônant toujours samedi «*le fin d'Israël*» pour ceux qui n'auraient pas compris le message du massacre du 7 octobre.

Dans l'imminent, la perspective d'une revanche militaire israélienne est un terrible obstacle. Comme l'a dit Joe Biden en s'appuyant sur les erreurs américaines consécutives à l'attentat du World Trade Center : les États-Unis ont fait des erreurs, Israël

aussi veut se venger : l'Israel va ravager la bande de Gaza en faisant payer aux Gazaouis le fait d'avoir hébergé le Hamas, sans la moindre certitude que les forteresses souterraines seront détruites, et avec un risque grandissant d'embarasement de tout le Proche-Orient. Militairement, je n'ai aucune compétence. Juste une suggestion : et si l'Israel limitait son opération punitive à boucher les trous et les autres...

Contrairement à l'Iran et aux dirigeants des groupes terroristes, du Hamas à l'Etat islamique en passant par le Jihad islamique et le Hezbollah, qui encourageait Israël à poursuivre la même politique, il faut inventer une nouvelle stratégie. Cette tragédie du 7 octobre avec son pouvoir destructeur aura mis fin à la politique aveugle de Nétanyahou conduite à «*tombéau ouvert*». Les plans tactiques techniciens en bougeant ont sans doute déboulé le nœud israélien. Sera-t-il possible pour autant de retrouver la voie des deux États ? Cette nouvelle stratégie devrait commencer par l'arrêt immédiat de la colonisation pour inventaire. Il faudra réinventer des canaux pour parler avec des interlocuteurs qu'il faut retrouver au fin fond des prisons israéliennes et qui disposeraient d'une autorité et d'une réputation auprès des Palestiniens, ces oubliés de droit décennés. Et il faudra enfin prendre au mot tous les pays arabes, toutes les monarchies, qui ont encouragé les manifestations pro-palestiniennes, pour qu'il s'engagent dans un pacte à régler enfin la question palestinienne. ➔

Apolline de Malherbe et le privilège du féminisme

Par **JOHANNA LUYSSSEN**
Cheffe adjointe du service Société

Dans une interview donnée au *Figaro* jeudi, à la question «*Vous vous reconnaissez dans le féminisme actuel ?*» la journaliste de RMC et BFMV Apolline de Malherbe répond : «*Je suis profondément féministe. En regardant une maternelle en vidéo et tété avec quatre enfants, je montre que tout est possible...*» Tout est possible... Parce que je le vauds bien ? C'est beau comme le slogan d'une entreprise cotée en Bourse. Emouvant comme une access story à la californienne, du genre page 222 du livre témoignage d'une CEO de la Silicon Valley, brushing impeccable, quatre enfants, un smoothie le matin. Après tout, pour peu qu'on ait la motivation, on peut gérer une maternelle et quatre enfants. Croyez en vos rêves, les filles !

Lire cela, dans la France de 2023 particulièrement, donne un goût amer. Il ne s'agit pas, attention, d'appeler à conspuer une femme qui raconte sa réalité, avec ses mots et sa perception des choses - il est important de le souligner tant les débats sont, de toutes parts, devenus violents. Elle a le droit de dire tout cela sans récolter en retour des commentaires d'insultes. En revanche, calmement, avec respect, disons-le : il est difficile, lorsqu'on lit ces mots, de ne pas voir le stupéfiant décalage avec la réalité que vivent avec les femmes de notre pays : inflation, précarité grandissante, hausse du prix des médicaments qui travaillent en coupure et gèrent, comme elles le peuvent, leurs gamins (25% des familles en France sont monoparentales, quasiment exclusivement des femmes). Elles sont de plus en



PHOTO: ANNE-CHRISTINE BERT

plus pauvres. Elles n'y arrivent pas. Des politiques commencent à peine à se saisir du sujet. On est très loin de leur venir en aide. Que pensent-elles en lisant : «*Montre que tout est possible ?* Quel est leur possible, à elles ? Il ne s'agit pas non plus de reprocher à Apolline de Malherbe d'avoir, dans le désordre, un salaire plus que confortable, un capital social indéfinissable, des taxis pour aller travailler, les

moyens de rémunérer des nounous, babysitters et autres femmes réquisitionnées à tout moment afin de s'occuper de ses enfants. Disons seulement que beaucoup de femmes seraient raves de jouir de la même aisance et se permettraient alors, elles aussi, de tout mener de front, en se payant des vacances par-dessus le marché. Ce qui est terrible, dans ce discours - à fortiori pour une journaliste, dont le mé-

tier est de saisir l'air du temps - c'est qu'il semble déconnecté de la réalité de millions de Françaises. La plupart d'entre elles n'ont pas besoin qu'on leur «*montre*» le chemin (nous ne sommes plus dans les années 90 où la *career woman* façon Cindy Crawford qui distribue des filets blancs en meeting dans la pub l'Oréal était censé inspirer les femmes). Elles ont besoin, surtout, que des modes de garde abordables et de qualité prennent soin de leurs enfants ; que leur vie professionnelle leur permette d'en faire si elles le souhaitent ; que la maternité ne se pénalise pas au boulot. Elles ont besoin d'égalité salariale et de politiques féministes. Pour cela il faut des budgets, des lois : protéger les femmes. Voilà en quoi le féminisme est profondément politique, social et, surtout, depuis ses origines, il concerne le collectif, bien loin

de la faible performative individuelle de type «*quand on veut, on peut*». Les temps ont changé. Il y a une dizaine d'années, le féminisme effrayait tout le monde et intéressait peu. On se souvient qu'en 2012, Carla Bruni disait à Vogue : «*Dans ma génération, on n'a pas besoin d'être féministe*». Aujourd'hui, c'est différent. On revendique plus volontiers le mot, et c'est tant mieux : mais derrière, on trouve un gloubi-boulga de concepts, avec un fort accent mis sur les parcours individuels : on préfère célébrer les «*femmes puissantes*» parce qu'elles réussissent, parce qu'elles sont des modèles censés montrer «*que tout est possible*...» au lieu de célébrer, mais surtout, de défendre, collectivement, les femmes, pour qu'elles se sentent un peu moins nules en lisant cette interview et un peu plus aidées au quotidien. ➔

Après les hommages à Dominique Bernard, la maladie de l'oubli gagnera les esprits

Par **SAMIRA SEDIRA**

Autrice, comédienne et chroniqueuse pour «Libération»

Vendredi 13 octobre, trois jours avant l'hommage à Samuel Paty, un professeur de français a été poignardé à mort dans la cour de son lycée par un ancien élève radicalisé. «C'est arrivé une fois, cela peut arriver de nouveau.» La phrase de Primo Levi résonne comme une malédiction. Aujourd'hui, en France, un enseignant peut mourir d'enseigner.

Il s'appelait Dominique Bernard. Un professeur, un époux, un père, un collègue, un homme avant tout. En apprenant que la Légion d'honneur lui avait été remise à titre posthume, je n'ai pas pu m'empêcher de me demander ce que cet homme qui fuyait les honneurs aurait pensé. En France, les pouvoirs publics sont moins prompts à protéger leurs agents qu'à les récompenser post-mortem. En France, un enseignant mort est plus remarquable qu'un enseignant vivant.

On sait parfaitement comment les choses vont se dérouler : après les hommages, la maladie de l'oubli gagnera les esprits, et les enseignants retourneront dans leurs salles de classe où les problèmes irrésolus demeurent des problèmes irrésolus. Depuis des années, on assiste impuissant au lent pourrissement du système scolaire. Depuis des années, les professeurs alertent sur leurs conditions de travail déplorables : classes surchargées, pénurie de professeurs, contractualisation sauvage, accumulation des tâches, succession des réformes, pression du résultat, tensions avec l'institution... Les problèmes sont si nombreux qu'il est impossible de les exposer tous.

La surdité des gouvernements successifs n'a fait qu'accroître le malaise, ainsi que l'extrême souffrance qui en résulte. On pense à Christine Renon, la directrice d'école épuisée par les tâches colossales que charge jour on lui demandait d'accomplir sans aucune aide, et qui a fini par se suicider le 21 septembre 2019, dans le hall de son école à Pantin.

Ce mépris affiché a fini par contaminer les parents d'élèves qui, peu à peu, se sont invités en classe. On les voit se mêler de tout, marchant sur les plates-bandes des enseignants, souillant un territoire qui ne leur appartient pas. Cette triade infernale (professeur-élève-parent) est intenable : le professeur n'est plus considéré comme un intermédiaire majeur de l'éducation mais

comme une personne au service de l'élève et de ses parents. On attend de lui qu'il réponde à nos attentes, comme dans un self, et si celles-ci ne sont pas satisfaites, elles laisseront place à la frustration. Le père de l'élève qui a lancé une campagne d'hostilité contre Samuel Paty sur les réseaux sociaux, entraînant la mort du professeur, en est un parfait exemple. Internet, inondé de désinformation, a aussi sa part de responsabilité. Les conflits importés du Proche-Orient séchissent les jeunes en mal d'identité, confrontant les professeurs à des situations extrêmement complexes, contre lesquelles ils ne peuvent lutter. C'est ainsi qu'année après année, les salles de classe ont été saignées, sans que personne ne trouve rien à y redire. Si je n'avais pas eu la chance de rencontrer mes professeurs, rien de bon ne me serait arrivé. Dans une famille où la place faite aux femmes n'était pas une priorité, mon avenir ne présageait rien de réjouissant.

Mais les professeurs ont toujours été là. Nous sommes nombreux à les remercier pour leur dévouement. J'espère que les générations à venir reconsultent le dévouement des leurs. Car même si l'enseignant social subit de nombreuses pannes, on peut encore espérer que quelques-uns échappent aux règles du déterminisme social. L'école ne peut pas tout, mais l'école peut encore. Il ne tient qu'à nous de veiller sur le dernier rempart contre la haine et l'ignorance. ◆



JULIEN PERESSA - AFP

Gérald Darmanin, l'affranchi de l'extrême

Par **THOMAS LEGRAND**

Chroniqueur politique

Gérald Darmanin est en train de finir de ruiner ce qu'il restait du fragile équilibre politique macronien. Le fameux «dépassement» droite-gauche, le «en même temps» ne sont plus. La macronie sombre à droite sous les grands yeux impuissants d'Elisabeth Borne qui signe dramatiquement son amateurisme politique. La majorité glisse et trait ainsi les électeurs modérés ou de gauche qui, par deux fois, ont accepté de voter Macron afin de faire barrage à l'extrême droite. Dans ce barrage, il y avait une pièce défectueuse : Gérald Darmanin. L'ambitieux ministre de l'Intérieur était ce dimanche en majesté, et sur trois pleines pages, claissantamment interviewé dans *«Journal du dimanche»*, sous le titre explicite «Aucun tabou pour protéger les Français». On savait que Vincent Bolloré, propriétaire du JDD, avait choisi Darmanin comme champion. Ou du moins qu'il le lui laisse entendre. Cette interview le confirme.

Emmanuel Macron est en train de se faire dépouiller comme un bœuf par le main ministre de l'Intérieur, marié de ne pas être à Matignon. Il laisse dénaturer tout projet et est en passe de livrer les trois prochaines années et demie de son mandat à la pente libérale sur laquelle Gérald Darmanin l'entraîne avec le concours de Vincent Bolloré. On imagine bien le ministre de l'Intérieur, élevé à l'école sarcozienne de l'occupation médiatique par des coups d'état sécuritaires en rafale, convaincre le Président que, vu l'état de l'opinion, il lui faut une alle droite décomplexée : lui-même. Mais au lieu d'être la dent la plus à droite du grand règne idéologique macronien, Gérald Darmanin est l'unique dent du râtelier.

Emmanuel Macron avale donc les agissements et prises de position d'un ministre de l'Intérieur qui se défie de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et considère qu'il peut tenter «le match» avec le Conseil d'État. En ce moment, Gérald Darmanin explique, en substance, que l'état du droit l'empêche d'agir à sa guise pour assurer la sécurité des Français. Il entend le démontrer en agissant quasiment hors la loi. La condamnation de la France par la CEDH pour des expulsions de Tchétchènes

vers la Russie (réfugiés ayant par la suite disparu dans les gères russes), les annulations successives de décrets d'interdiction de manifestations (propalésiennes) ou de dissolution

d'organisations écologistes (les Soulevements de la Terre) par le Conseil d'État sont brandies presque comme des trophées.

Dans d'autres démocraties, une telle série de désaveux de la part de la justice aurait fragilisé le ministre. Dans nos institutions, ou plutôt en raison de la façon dont elles sont pratiquées avec l'arrogance de l'exécutif, le ministre est renforcé d'avoir enfreint la loi. La volonté sécuritaire de Gérald Darmanin serait outrageusement entravée par les juges droits-de-l'hommes. Il est logique, quand une majorité estime que la loi en vigueur est dépassée, de tenter de légiférer. Mais, ça, n'a jamais été personne chez Renaissance, au Modem ou à Horizons que le gouvernement agisse explicitement hors la loi, en traitant la justice comme une ennemie de l'Intérieur, une force mafieuse et politisée. Le gouvernement n'arrive pas, pour l'instant, à trouver de majorité pour faire adopter sa loi d'immigration qui, paraît-il

«c'est-ce que laisse entendre de façon bien présomptueuse le ministre de l'Intérieur», aurait évité qu'un jeune islamiste radicalisé prenne deux couteaux et tue un professeur à Arras...

Mais rassurez-vous, dans le JDD, Gérald Darmanin nous fait comprendre qu'il n'est pas loin de trouver une majorité sur son texte. Et pour cause, il est en train de bazarder par-dessus bord ce qui faisait office de «part gauche» du texte : la régularisation des travailleurs étrangers dans les métiers à tension. «*Fait-il partie des éléments qui pourraient être supprimés ?* demande le JDD («le Journal d'extrême droite») à ce sujet. La réponse du ministre est claire : «*There is assez grave pour qu'on ait des compromis sur des choses qui ne sont pas centrales...*» Ce qui veut dire que :

Emmanuel Macron est en passe de placer son second mandat, qui, souvenez-vous, devait être écologiste ou ne pas être, sous les bons auspices de Gérald Darmanin... Que dit la Première ministre ? Rien. Ou quand celle qui est censée être la cheffe de la majorité dit quelque chose, personne ne l'entend. Gérald Darmanin, nous dit-on, est contrarié de ne pas avoir été nommé à Matignon. Qu'il se rassure, il est. ◆

Drones russes

La Roumanie face à la guerre

Par
ISABELLE HANNE
Envoyée spéciale en Roumanie
Photos **ANDREI PUNGOVSCI**

Au téléphone, Costica Tanase avait dit de bifurquer «à gauche sur le chemin noir, après le chemin blanc». L'instruction pour se rendre à son village de Plauru, dernière miette de Roumanie avant l'Ukraine, n'avait pas semblé si compliquée à suivre. C'était sans compter la nuit totale, tout juste éclairée par une lune épaisse comme une rognure d'ongle et les phares de la voiture; et une réception téléphonique capricieuse, basculant sans cesse sur le réseau ukrainien. Pour parvenir jusqu'à cette île toute plate, comptant une poignée de ha-meaux bordés par les méandres du Danube et un canal creusé à l'époque communiste, il avait d'abord fallu se rendre à Tulcea, une ville portuaire sur le delta; payer un type à la mine patibulaire pour embarquer sur un bac de fortune, tracté par un petit bateau hors d'âge mais assez vaillant pour faire traverser le fleuve à une dizaine de voitures, et même à un poids lourd.

De l'autre côté, il avait fallu emprunter une pénible route de poussière blanche et passer un contrôle au poste-frontière en préfabriqué. Un policier poli avait rendu les passeports en lançant, l'air grave: «*Esprons que la nuit soit calme.*» Il avait fallu rouler au pas pour éviter bosses, trous, cailloux et chiens errants, perdre le signal téléphonique, se perdre tout court, demander son chemin à la seule maison dont la lumière allumée témoignait d'une

Dans le delta du Danube, après plusieurs explosions sur leur territoire, les habitants des villages roumains qui font face à l'Ukraine s'inquiètent de voir les combats se rapprocher. Et se sentent abandonnés par leur gouvernement qui craint les risques d'escalade.



Le port d'Izmail, vu de la rive opposée. «Avec la guerre, ça devient de plus en plus difficile de pêcher», dit Costica Tanase.

âme qui vive, s'aventurer au pas sur une route tout en doutant qu'elle en fût vraiment une, pour finalement tomber sur Costica lui-même, à bord d'une Dacia préhistorique et borge, qui nous voyait «tourner en rond sur la digue».

Il avait fallu qu'il gesticule qu'on le suive, à travers la vitre de son vaisseau; que ce dernier tombe en rade un peu plus loin, que son propriétaire l'abandonne sur le bas-côté sans même en fermer la portière, et qu'il nous rejoigne dans la voiture. Là, on avait découvert son profil d'empereur romain sous une casquette brodée «Fear God» («raignez Dieu»), ses mains larges posées comme un enfant sage sur son short fluo. On avait déboulé sur ses terres, devant ses vaches azimutées, vautrées contre des bottes de foin, sa collection de carcasses de voitures, ses chats dédaignés et ses poules déjà couchées.

«LE FRONT ÉCONOMIQUE DU CONFLIT»

Président désormais la table recouverte d'une toile cirée un peu collante, devant sa maison, Costica Tanase tient salon. Il dit qu'il a «tout vu, tout vécu: une enfance difficile, le communisme», mais que depuis quelques mois il se sent «un peu boucoulés». Sa femme, Dana, assise à ses côtés, ne l'ouvre que pour dire des choses percutantes, tout bas. Seule une ampoule nue, autour de laquelle tournoient une inquiétante escadrille de moustiques et quelques phalènes, éclaire le patio. L'hôte des lieux vide consciencieusement une bouteille de cognac dans des petits verres colorés. Leur fils d'une vingtaine d'années ne montera pas avant le petit matin, quand il ira pêcher avec son père. «Il ne dort pas bien depuis quelques mois, reconnaît Dana, tapotant sa cigarette dans ses doigts. Ça va mal, ça va mal, ça va mal pour en faire tomber la cendre. Toute cette histoire, ça nous pése. La journée, on est occupés, on fait notre vie, on oublie, mais le soir, on est stressés. Chaque nuit, à partir de 2 heures du matin, on est réveillés. Qu'il y ait une attaque ou pas.»

La tasse avaient décidé il y a quelques années de s'installer à temps plein dans ce bout du monde qui ressemble au passé, avec ses routes sans asphalté, son agriculture de subsistance, ses dames à fichu et ses hommes qui font le balaïstou. Costica est un ancien réparateur de lignes téléphoniques devenu pêcheur commercial. Dana, qui travaillait dans une usine textile à Tulcea, «se supporte plus le bruit de la ville». Ils aiment bien «être tranquilles», et puis ils ont leurs femmes, leurs fraises sauvages, les broquets, carpes et sandres tout juste sortis du Danube. Mais leur bout du monde se trouve tout près du début d'un autre monde, le dernier côté. Dana, qui travaillait dans le dernier morceau d'Otan avant l'Ukraine et la guerre qu'y mène la Russie de Vladimir Poutine. Les attaques répétées, depuis des mois, contre les installations portuaires ukrainiennes, juste de l'autre côté du fleuve, ont transformé cette région ignorée en point chaud géostratégique.

La fin du corridor sécurisé pour l'exportation des céréales ukrainiennes en mer Noire, à la suite du refus de Moscou, en juillet, de renouveler l'accord qui l'avait mis en place sous l'égide de l'ONU, a fait du delta du Danube la principale voie d'acheminement des denrées agricoles d'Ukraine. Rendant la Roumanie indispensable au transit vers les marchés mondiaux, par le biais de ses ports fluviaux et maritimes, de cette source majeure de revenus pour Kyiv et son économie de guerre. La Russie le sait et cherche, depuis le lendemain de sa sortie de l'initiative en mer Noire, à saper cette alternative, en attaquant aux drones kamikazes les infrastructures des ports ukrainiens de Reni, Izmail et Kilia. Faisant du delta du Danube «le front économique de la guerre,



Elisabeta Samsanov, et Costica Tanase, tous deux habitants de Plauru, le 16 septembre.



en parallèle au front militaire», décrit la directrice de la branche roumaine du German Marshall Fund, Clara Volintaru. Les terres de Costica, un gros hectare dans sa famille depuis trois générations, descendent en pente douce jusqu'au Danube, qui marque la frontière entre la Roumanie et l'Ukraine. Là, sur les berges, se trouvent ses filets, une chaise en plastique, un moteur oublié dans les hautes herbes. Puis les eaux du fleuve, d'écrec dans la nuit. Sur la rive d'en face, comme ajouté au montage, une apparition: le port ukrainien d'Izmail. A moins de 200 mètres de la barque de notre hôte, des cargos sont amarrés devant trois silos larges et hauts comme des immeubles, dont «deux datent de l'époque soviétique et le troisième construit par des Roumains», précise Costica. A gauche, le chantier naval a été transformé depuis peu en zone de chargement, pour accélérer la cadence. Au loin, on aperçoit les silhouettes des grues de chargement et un terminal, éventré par l'explosion d'un drone russe. En fin d'indienne, barges et vaquiers attendent leur tour. «La nuit, ces maudits bateaux s'amarrant côté roumain, pour tenter d'espérer les Ukrainiens, râle Costica en montrant un point invisible

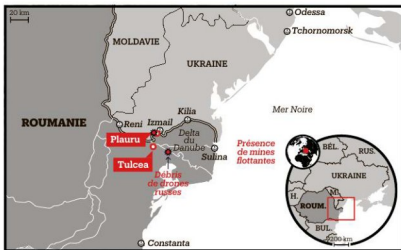
dans l'obscurité, puis un de ses filets, déchiré, affirme-t-il, par l'ancrage d'un cargo battant pavillon du Panama. «Après la guerre, ça devient de plus en plus difficile de pêcher». Ces derniers mois, les canaux ont été dragués et le trafic fluvial sur le Danube, pour atteindre le port de Constanta, sur la mer Noire, s'est beaucoup intensifié, malgré la campagne d'intimidation et de harcèlement aux drones menée par la Russie.

«ON NOUS A DIT QU'ON IMAGINAIT DES TRUCS»

Les Tanase se souviennent bien de la date de la première attaque sur Izmail, en face: c'était l'anniversaire de leur fils, le 2 août. «D'abord, on a entendu les sirènes d'alerte, en pleine nuit, fulmine Costica, qui a retrouvé sa place autour de la table du patio. Puis un son bizarre, un bourdonnement. On s'est regardé avec ma femme: on a tout de suite compris ce qu'il se passait.» Les locaux savent en effet qu'une semaine plus tôt, une attaque de drones s'est abattue sur Reni, un autre port sur le Danube, un peu plus à l'ouest. Les explosions avaient entraîné un hangar à grains et blessé des employés du port.

Lors de la première attaque sur Izmail, les drones russes causent d'importants dégâts et une gigantesque incendie. Selon le ministre ukrainien des Infrastructures, Oleksandr Kurbakov, 40 000 tonnes de céréales, attendues par les pays d'Amérique, la Chine et Israël, sont endommagées. Depuis leur jardin, Costica et Dana voient les hautes flammes de l'incendie. «On entendait les gens de l'autre côté! On les entend crier, crier comme des fous», raconte Dana en frissonnant.

Costica possède une riche collection de vidéos, sur son téléphone, de ces attaques nocturnes. Il les montre, les unes après les autres: d'abord, un vrombissement annonceur «le drone», comme une tondeuse à gazon; puis une pluie lumineuse («la défense ukrainienne, qui tente d'abattre les drones avant qu'ils n'atteignent leur cible. A cause de la distance et de la surface du fleuve, le son des rafales parvient en décalé avec l'image. On entend aussi le souffle court de Costica, derrière son téléphone, puis son cri quand un bâtiment, en face, explose dans un gros halo blanc. Et puis il y a l'attaque du 4 septembre, le pêcheur y vient en servant cette fois une gnôle désinfectante, concoctée par un «ami policier». Cette nuit-là, sa maison a tremblé: «comme lors du séisme de 1977». Et pour cause: au moins un drone, ou des «fragments» de drones, comme l'ont reconnu du bout des lèvres les autorités de Bucarest, vient de s'écraser en territoire roumain, à 1 kilomètre de chez Costica. «Le Danube étouffe un peu les sons, mais celui-là, on l'a entendu plein pot, déclare le pêcheur de Plauru, qui s'est soudain mis debout pour mieux raconter. On nous a dit qu'on imaginait des trucs, qu'on les avait rêvés, ces drones... On s'est sentis complètement lâchés par le gouvernement.» La vérité, c'est qu'ils ne veulent pas paniquer les gens, embraye Dana avec autorité. Ils ne veulent pas passer à l'étape d'après, qui fait peur à tout le monde. Le maire leur a bien proposé, comme à leurs voisins, d'évacuer. «Si j'avais peur, je serais parti, rétorque Costica en se rassurant. Mais je ne vois pas pourquoi les Suite page 10



Suite de la page 9 Russes nous cibleraient. Ce n'est pas notre guerre. A cause de deux hommes idiots, Zelensky et Poutine, on devrait souffrir ? L'Ukraine tente de nous entrainer dans le conflit : ce serait dans son intérêt. Pas dans le nôtre.

Le lendemain matin, Costica nous emmena voir le cratère causé par le drone tombé en territoire roumain. «Sont les Russes en ont perdu le contrôle parce que c'était très nuageux ce jour-là, soit il a été repoussé par la défense ukrainienne», analyse-t-il, en dégringolant la digue de terre meuble, évitant les branches et désignant le trou. L'impact est très net : le pêcheur y entre jusqu'aux genoux. Tout autour, de manière concentrique, la végétation est calcinée, avec des arbres à l'écorce noircie ou des troncs, explosés au sol. De la fibre de carbone, parfois imprégnée de cire jaunâtre, un bout de métal arrondi, comme un morceau d'huile, sont éparpillés. Les policiers roumains sont venus faire des prélèvements mais n'ont pas tout emporté.

«POUTINE EST EN TRAIN DE TESTER NOS LIMITES»

Après une phase de déni, la Roumanie, pays membre de l'Otan, a finalement reconnu en septembre avoir découvert sur son sol, trois fois en deux semaines, des débris soupçonnés de provenir de drones russes. «Rien n'indique qu'il y ait eu intention de frapper l'Otan, mais les attaques sont déstabilisantes», avait alors affirmé le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg. Fin septembre, le porte-parole du ministère roumain de la Défense, Constantin Spinu, justifiait la situation par la proximité du territoire ukrainien, et la nature de la menace, avec des drones difficiles à détecter. «Aucun pays au monde ne peut protéger à 100% son espace aérien contre toutes les formes d'attaques», avait-il avancé. Le cafofflage des autorités roumaines n'a été qu'une «erreur de communication», balaye George Scutaru, directeur du groupe de réflexion New Strategy Center, ancien député puis conseiller à la sécurité nationale du président roumain. Klaus Iohannis, ancien chef de Bucarest s'explique par sa volonté «d'éviter toute escalade, qui est aussi la position de l'Otan», pour que la guerre en Ukraine ne s'étende pas à ses membres. Et puis, poursuit l'expert, il faudrait d'abord «prouver qu'il s'agit bien d'un drone russe, puis prouver l'intentionnalité de l'attaque, avant d'entamer des consultations du conseil de l'Otan». Conformément à l'article 5 du traité fondateur de l'Alliance atlantique, toute attaque contre un pays membre est censée entraîner une riposte collective. «On n'en est pas là, même si Poutine est en train de tester nos limites», déclare George Scutaru. Des fragments de drones ne constituent pas une déclaration de guerre de la Russie. Et tout le monde essaye d'éviter une confrontation directe.

Dans son bureau de la minuscule mairie de Cetalchio, assis derrière des piles précieuses de classeurs, Tudor Cernega ne boude pas son plaisir de répéter l'histoire. «Des fragments de drones ne constituent pas une déclaration de guerre de la Russie. Et tout le monde essaye d'éviter une confrontation directe.» Mais je me n'ai déjà assez tiré les oreilles, lance-t-il en riant, mimant le geste. La suite m'a pourtant donné raison. » Le maire administrateur 700 résidents sur quatre localités au bord du Danube, dont Plautia, où se lève pour monter, sur une grande crête accrochée au mur, les villages et le fleuve qui serpente. Cernega décrit l'enchaînement des événements.

Un collègue de la mairie le prévient qu'un très forte détonation a été entendue et ressentie par les locaux. «S 9 heures, un bruit de 4 septembre. Il prend sa voiture, se rend dans la zone de l'impact, finit à pied. «Je me suis retourné et j'ai vu les saules brûlés, le trou. J'ai attrapé mon téléphone, j'ai appelé



Costica Tanase et son fils Marius reviennent de la pêche. Dans leurs filets, quelques poissons et des débris. PHOTO ANDREI FUNGOVSI/ICM

le préfet, qui a appelé le ministre, qui a appelé le Président.» L'éclair s'arrête, l'air soudain grave. S'assure que son auditoire est bien concentré. Puis il déroule, comme s'il récitait un texte appris par cœur, sans jamais reprendre son souffle, la voix se penchant parfois dans les aigus pour marquer son indignation : «Quand j'ai dit à la télévision qu'un drone était tombé sur notre territoire, juste à côté d'ici, que des drones survolaient nos maisons, on m'a dit que j'étais fou, que j'allais avoir des ennemis. J'ai eu beaucoup de nuits sans sommeil après cette déclaration. En disant cela, j'implique le pays, et donc l'Otan. Ce n'est pas le moment de jouer avec les mots : les implications peuvent être très graves. Mais ces drones ne sont pas censés exploser ici. Des gens pourraient mourir. Les dernières attaques ont causé pas mal de panique, de peurs et d'incertitudes. Les gens ont cru que leur maison était attaquée, que la guerre était arrivée ici. Notre gouvernement avait bien montré à la télé qu'on accueille les Ukrainiens, qu'on leur donne à manger, mais les nôtres, qui s'en soucient ?» Tudor Cernega poursuit sa tirade. Il déplace la faiblesse de la défense roumaine, s'agace de s'être retrouvé lanceur d'alerte. «Ce n'est

«Ces drones ne sont pas censés exploser ici. Des gens pourraient mourir. Les dernières attaques ont causé pas mal de panique, de peurs et d'incertitudes. Les gens ont cru que leur maison était attaquée, que la guerre était arrivée ici.»

Tudor Cernega maire de Cetalchio

pas mon rôle. Il faudrait qu'on soit beaucoup mieux armé, qu'on analyse les risques, les zones vulnérables, qu'on établisse des points d'observation. Heureusement que la presse est venue et a montré les images des débris de drone, parce que sinon, il en aurait encore pour dire que j'ai des visions.» Face aux déclarations du maire et à l'impact du cratère filmés par la télé locale, les autorités ont, en effet, été obligées de reconnaître l'évidence. Quelques jours plus tard, des restrictions de l'espace aérien sont mises en place; Bucarest dépêche des soldats à Plauru, pour y construire deux abris anti-aériens. Deux arches en béton gris, qui obligent à se couvrir pour y pénétrer, entourées de sacs de sable et couvertes d'un filet de camouflage. Autour, des chevaux paissent tranquillement.

«ILS JOUENT AVEC NOUS, ILS JOUENT AVEC NOS NERFS»

Les sirènes d'alerte d'Izmail se déclenchent. «Ça doit taper à Odessa, hasarde Elisabeta Samsanov en chassant deux papillons qui lui tournent autour. Si c'était la nuit, je vous dirais de courir/vous mettre à l'abri.» Sa femme se situe entre l'un de ces abris anti-aériens et le Danube : on entend les bruits des activités portuaires d'Izmail, les camions qui relient, la file qui résone, les machines qui s'occupent. Elle dit que désormais, quand elle est couchée dans son lit, même le bourdonnement d'un moustique déclenche son anxiété. Elisabeta peignait des coques de bateaux sur le chantier naval du port de Tulcea. Elle a repris la ferme familiale avec son mari, il y a vingt ans. Depuis son veuvage, elle y vit seule avec sa sœur et sa fille. Celles-ci ont «la santé fragile», dit-elle simplement, «et la situation actuelle n'arrange rien». Toutes appartiennent à la minorité lipovène, une communauté orthodoxe établie depuis le XVIII^e siècle dans le delta du Danube, pour fuir les persécutions de l'Etat et de l'Eglise russes. «Ils jouent avec nous, ils jouent avec nos nerfs», dit la sexagénaire en survillant le ciel, ses sabots en plastique enfoncés dans la terre, les bras croisés.

Puis, plongeant ses yeux droit devant : «C'est pas parce que je parle russe que je soutiens Poutine. Nous aussi, nous sommes le résultat d'une aggression.»

Elle fait le tour de sa maison, de ses porches, de son potager, pour montrer une fenêtre de droite à la vitre a été éclatée, la nuit où le drone a explosé tout près. Elisabeta est devenue experte en matière de drones. Elle dit qu'elle sait, au son, leur direction approximative, quand ils sont abattus par la défense ukrainienne ou quand ils atteignent leur cible. «Je prie pour que les garçons, de l'autre côté, les détruisent. Mais pourquoi leur guerre devrait-elle avoir des conséquences chez nous ? Laissons-les résoudre leur problème sans nous en mêler.»

Ce n'est pas leur guerre, mais dans le delta du Danube, elle hante leurs nuits, préoccupe leurs responsables, pèse sur leurs infrastructures et monopolise les conversations. Inspiré par l'eau-de-vie, Costica avait raconté la veille une histoire survenue au tout début du conflit, en mars 2022. Un matin, son fils, parti pêcher, revient paniqué. Il lui dit qu'il a aperçu quelque un traverser le fleuve à la veuille. Costica le rejoint, et les deux passent alors un jeune homme en combinaison néoprène à bord de leur barque. «Un Ukrainien d'Odessa, transilvaïen de front, qui avait fui pour éviter la mobilisation, affirme-t-il. Il nagait avec un bagage de vêtement, son passeport et son ordinateur portable dans une boîte hermétique.» Ils le réchauffent, le nourrissent, signalent sa présence à la police aux frontières roumaine, qui décide de ne pas le renvoyer de l'autre côté. Les Tanase ne savent pas ce qu'il est devenu, mais il avait dit vouloir rejoindre sa mère en Allemagne. Costica vide son verre. «Je ne sais pas si j'ai fait ce qu'il fallait, ou non.» Cette nuit-là, il n'y aura pas d'attaque en face de Plauru. On n'entend que les basses fréquences des navires qui se traînent, le ventre plein, sur le Danube, les jappements des chuchals au loin, et les cloches de l'église orthodoxe d'Izmail qui sonnent minuit, sur la rive d'en face. ▶

«La Russie a transformé le delta du Danube en zone grise»

Pour l'expert en sécurité Claudiu Degeratu, Bucarest a longtemps refusé de se confronter à la présence de drones russes dans son espace aérien.

Ancien haut responsable au ministère de la Défense roumain, Claudiu Degeratu a dirigé la section Défense au sein de la délégation permanente de la Roumanie au siège de l'Otan à Bruxelles. Alors qu'il est expert indépendant et professeur associé au département d'histoire de l'université de Bucarest, où il enseigne l'analyse des conflits, il revient sur le malaise des autorités roumaines face à la guerre en Ukraine, qui déborde de plus en plus sur leur territoire. Après des semaines de déni, Bucarest a reconnu le 30 septembre avoir détecté une possible violation de son espace aérien par la Russie lors d'attaques nocturnes contre l'Ukraine. L'armée roumaine avait alors annoncé son intention de rapprocher ses défenses aériennes des villages du Danube, et d'ajouter postes d'observation et patrouilles dans la région.

Sur le plan sécuritaire, quels sont les principaux impacts, en Roumanie, de la guerre en Ukraine ?
La proximité géographique du conflit entraîne de nombreux problèmes à la frontière, mais aussi en mer Noire à cause des mines flottantes et des confrontations militaires qui se sont intensifiées ces deux derniers mois. En bombardant régulièrement les ports ukrainiens sur le Danube, les Russes semblent vouloir prouver que cette alternative à l'exportation des denrées agricoles ukrainiennes en mer Noire, en passant par le delta du Danube, n'est pas viable. Avant la guerre, nous pensions, à tort, que la principale menace pour la Roumanie viendrait de Crimée, alors qu'elle vient principalement de l'espace maritime et des drones kamikazes. D'un point de vue militaire, nous n'étions pas préparés, et c'est toujours le cas même après un an et demi de guerre.

De quoi la Roumanie aurait-elle besoin ?
Nous nous attendions à une menace russe conventionnelle, avec des avions, des missiles... Donc nous n'avons que des radars conventionnels. Nous ne disposons pas de systèmes modernes et sophistiqués de surveillance, mobiles et capables de repérer les drones, que nous pourrions déployer à la frontière. C'est une lacune de notre politique de défense actuelle. La Russie a pourtant déjà utilisé, en février, ce cou-

loir qui part de la mer Noire et qui traverse le delta du Danube, pour envoyer des missiles de croisière qui ont survolé la Moldavie pour viser des villes de l'ouest de l'Ukraine. La Roumanie n'a rien fait depuis pour améliorer la surveillance de la mer Noire et du delta du Danube, ni amélioré sa coopération militaire avec les Ukrainiens, qui affirment que des drones russes traversent notre territoire au moins depuis août.

Comment expliquer l'attitude de Bucarest ?
Nos responsables évitent toute forme d'alerte, et choisissent une approche plutôt passive, comme s'ils pensaient qu'avoir une stratégie politique serait suffisant. Mais il faut une stratégie militaire et une défense territoriale dans les régions frontalières. Les autorités roumaines sont très douées pour avoir l'air nonchalant, même lorsque la menace est présente. Elles ont abandonné puis reconstruit une partie des informations fournies par Kyiv, selon lesquelles des drones étaient tombés en territoire roumain. La grande question qui se pose aujourd'hui, c'est dans quelle mesure et jusqu'où les drones russes utilisent-ils l'espace aérien roumain pour contourner la défense ukrainienne d'attaquer les ports d'Izmail ou de Reni ? Si ces drones pénètrent sur le territoire ukrainien à partir, disons, du sud d'Odessa, ils seraient rapidement détruits. C'est une question très sensible, notamment au sein de l'Otan. La Roumanie a longtemps refusé de s'y confronter officiellement mais mi-septembre, elle a étendu les restrictions de vol

dans l'espace aérien, de 8 à 20 kilomètres de la frontière. La Russie a transformé le delta du Danube en zone grise, et ignore les protestations de nos ministres qui lui demandent poliment de cesser de bombarder les ports ukrainiens à la frontière.

Cette situation pourrait-elle déclencher l'article 5 du Traité de l'Otan, qui consacre le principe de défense collective ?
L'interprétation de l'article 5 est une question de volé politique. Tout d'abord, si les

autorités roumaines savent que les Russes ont franchi la frontière avec des drones, elles peuvent en discuter avec les autres pays de l'alliance sur la base de l'article 4. Si les violations se répètent, alors les autorités doivent décider si cela relève de l'article 5. Car si la Russie continue à violer notre espace pour procéder à des bombardements, ce n'est pas une erreur, c'est une stratégie. Mais la Roumanie est confrontée à un dilemme très délicat : comment protéger son territoire, sans

obliger l'Alliance à déclencher l'article 5 et se retrouver en guerre ? Certains alliés, comme l'Italie ou l'Espagne, seraient probablement furieux qu'on les entraîne dans cette guerre contre Moscou pour une violation de l'espace aérien par quelques drones. En parallèle, nous ne savons pas comment dissuader le Kremlin. À l'inverse de la Pologne ou des Etats baltes, la Roumanie essaye d'éviter toute discussion politique à propos de la Russie.

Comment expliquez-vous cette réticence ?

Nous ne voulons pas provoquer la Russie, parce que nous avons peur que Moscou prenne des mesures de rétorsion contre la Roumanie ou la république de Moldavie, où vivent de nombreux citoyens

avec la double nationalité, roumaine et moldave. Au-delà, il faut bien comprendre que c'est une question électorale : en 2024, la Roumanie vote à tous les niveaux (élections européennes, locales, générales et présidentielles, ndr). L'Ukraine a une mauvaise image en Roumanie, pour de vieilles jalousies territoriales. Dans la mentalité d'une partie de la population, Russes et Ukrainiens sont tous des Slaves, d'anciens Soviétiques. Le soutien de Bucarest à Kyiv est mal vu par certains Roumains. Pour cette même raison, la Roumanie n'est pas prête à coopérer militairement avec les Ukrainiens, à partager ses informations en temps réel.

Recueilli par
ISABELLE HANNE



INTERVIEW

Libération

LES 24h DE LIBÉ

FESTIVAL

11 NOVEMBRE 2023

DEBATS · RENCONTRES · SPECTACLES · PERFORMANCES · SOIREE

INVITES EXCEPTIONNELS
ISABELLE HUPPERT,
PAUL B. PRECIADO,
JEAN PAUL GAULTIER,
YELLE, WENDY DELORME,
LEONORA MIANO, CYRIL DION,
RAPHAËL GLUCKSMANN.

DE 9 HEURES À TARD DANS LA NUIT
À LA CITÉ DE LA MUSIQUE, PARIS

BILLETTERIE











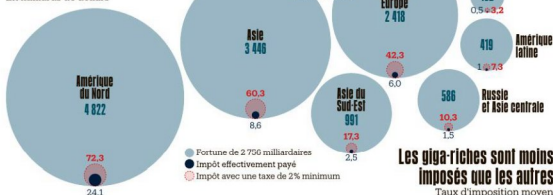


FISCALITÉ

La grande évasion continue

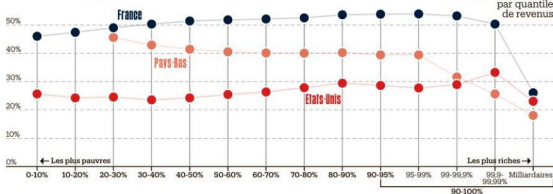
Imposer les riches à 2% rapporterait
170 milliards de dollars

En milliards de dollars



Les riches sont moins
imposés que les autres

Taux d'imposition moyen
par quantile de revenus



PLAIDOYER POUR UNE TAXE MONDIALE SUR LES MILLIARDAIRES

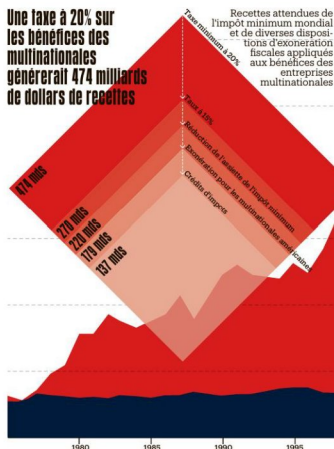
Comme si la fiscalité tournait à l'envers. Au lieu d'être progressive, elle exonère les riches-riche, ce qui sape l'acceptabilité des systèmes fiscaux tout entiers. Ainsi les milliardaires sont soumis à des taux d'imposition effectifs allant de 0 à 0,5% de leur patrimoine, calcule l'observatoire. Une aberration qui s'explique notamment par l'utilisation fréquente de sociétés écrans, telles que les holdings familiales, pour échapper à l'impôt sur le revenu, comme l'ont démontré pour le cas français Laurent Bach et ses collègues de l'Institut des politiques publiques. S'appuyant sur ces travaux, comme sur ceux menés aux Etats-Unis par Gabriel Zucman et Emmanuel Saez, et d'autres aux Pays-Bas, mais aussi sur les révélations de site d'investigation Propublica sur les milliardaires américains en 2021, le rapport relève que «l'évasion fiscale, y compris l'évasion dans la zone grise à la limite de la légalité, se produit de plus en plus au niveau national».

Et aucun gouvernement ne semble déterminé à agir. Four y remédier, Joseph Stiglitz résume la proposition de ce rapport : «Ce que nous avons demandé aux entreprises, nous devons maintenant le demander aux milliardaires.» Il faudrait donc commencer un travail similaire à celui qui a été réalisé cette dernière décennie sur les

entreprises, qui aboutirait à la création d'un impôt minimum mondial sur les milliardaires. Les auteurs du rapport proposent la création d'une taxe équivalente à 2% de leur patrimoine. Cela générerait des revenus de près de 250 milliards de dollars par an qu'acquitteraient moins de 3 000 individus. Et encore l'hypothèse est basse, puisqu'elle repose sur des données de 2021, qui ne prennent pas en compte ces dernières années, pendant lesquelles les plus fortunés se sont enrichis, selon un rapport d'Oxfam en janvier. Ce montant est mis en regard avec les 500 milliards de dollars supplémentaires par an de recettes publiques dont les pays en développement auraient besoin pour faire face au changement climatique.

C'est une pierre de plus dans le jardin de ceux qui militent pour la création d'un impôt sur les grandes fortunes. Il y a deux ans, l'élué démocrate au Congrès américain Alexandria Ocasio-Cortez polissait le bal du Met en portant une robe siglée «Tax the Rich». Ce été, l'initiative citoyenne européenne elle aussi intitulée «Tax the Rich», portée notamment par l'eurodéputée Aurore Lalucq et le socialiste belge Paul Magnette, a été jugée recevable par la Commission.

Une taxe à 20% sur
les bénéfices des
multinationales
générerait 474 milliards
de dollars de recettes



L'IMPÔT MINIMUM SUR LES ENTREPRISES VIDÉ DE SA SUBSTANCE

Conclu en octobre 2021 sous l'égide de l'OCDE, l'accord international avait été salué comme une très grande avancée dans la lutte contre la course au moins-disant fiscal : près de 140 pays s'entendaient pour fixer à 15% le taux minimal d'imposition des bénéfices des multinationales. Deux ans plus tard, l'étude de l'EU Tax Observatory vient doubler l'enthousiasme. Le laboratoire de recherche constate que l'application concrète de l'accord... pas encore entré en vigueur en Europe et aux Etats-Unis, comporte de nombreuses failles qui auront pour effet d'amoindrir

sa portée. D'après ses estimations, il ne générerait qu'un revenu supplémentaire correspondant à 4,8% des recettes fiscales des entreprises, au lieu des 9% qu'on était en droit d'attendre. Cet «*affaiblissement spectaculaire*», selon l'expression de Gabriel Zucman, tient à plusieurs mécanismes d'exclusion qui font du taux à 15%, déjà jugé peu élevé par l'EU Tax Observatory, un plancher n'étant qu'une façade. Ainsi, une partie des bénéfices n'est pas concernée, pouvant aller jusqu'à 8% des actifs des entreprises assujetties et 10% de la masse salariale cumulée.

La première édition du rapport de l'Observatoire européen de la fiscalité est publiée lundi. Un état des lieux de ce qui a été tenté pour lutter contre l'évitement de l'impôt et de tout ce qu'il reste à faire.

Par **ANNE-SOPHIE LECHEVALIER** et **JÉRÔME LEFILLIÈRE**
Infographies
ALICE CLAIR et **JULIEN GUILLOT**

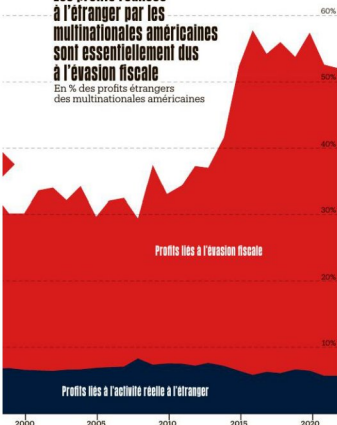
A Paris, quartier des Batignolles, dix-huit mois de prison avec sursis ont été requis jeudi par le Parquet national financier pour fraude fiscale aggravée et blanchiment contre Isabelle Adjani. Lequel avait été lancé il y a neuf ans après que le nom de l'actrice est apparu dans les Panama Papers. La veille, à Paris toujours, mais à l'Assemblée nationale, la Première ministre a fait passer par 49,3 la première partie du projet de loi de finances dont l'article 3 transpose en droit français la directive européenne qui fixe à 15% un niveau minimum d'imposition pour les multinationales implantées en France. Elle devrait générer, à partir de 2026, 1,5 milliard d'euros de recettes fiscales par an, a pré-

cisé Bercy. A Luxembourg mardi, les ministres des Finances de l'Union européenne ont revu la liste noire des paradis fiscaux, au nombre de seize. Les îles Vierges britanniques, le Costa Rica et les îles Marshall ont été retirés, Antigua-et-Barbuda, Belize et les Seychelles ajoutées. La semaine précédente, à Washington D.C., les services fiscaux américains ont réclamé près de 30 milliards de dollars (environ 28 milliards d'euros) à Microsoft pour des sommes qu'ils estiment non acquittées de 2004 à 2013, assortis d'intérêts et de pénalités. L'entreprise conteste et fait appel. L'évasion fiscale continue de rythmer la vie des tribunaux et des autorités, qui tentent depuis plusieurs années de l'éradiquer, notamment depuis que les fuites de milliers de documents ont permis d'entrevoir l'ampleur de cette pratique. Il ne s'agit pas d'une loi de la nature, mais d'un choix politique, insiste Gabriel Zacman. L'économiste est l'un des co-auteurs de la première édition du rapport sur

l'évasion fiscale mondiale, publiée ce lundi. Une centaine de pages qui dresse l'état des lieux de ce qui a été fait en matière de lutte contre l'évasion fiscale et de ce qu'il reste à faire. Dans sa préface, le Prix Nobel d'économie américain Joseph Stiglitz, impliqué dans l'adoption d'un système fiscal international plus juste, relate un «enseignement clé» : «Des progrès peuvent être réalisés si la réponse politique est correctement calibrée.» Mine d'informations dessinant un tableau très complet de l'évitement de l'impôt, cette étude de l'Observatoire européen de la fiscalité, installé à l'École d'économie de Paris, agrège les travaux d'une centaine de chercheurs dans le monde entier et s'appuie sur des données obtenues grâce à des administrations fiscales de plus en plus coopératives. Une préfiguration, espèrent les auteurs, de ce que pourrait être un «Giec de la fiscalité», sur le modèle du Groupe d'experts sur l'évolution du climat créé il y a plus de trente ans. ▶

Les profits réalisés à l'étranger par les multinationales américaines sont essentiellement dus à l'évasion fiscale

En % des profits étrangers des multinationales américaines

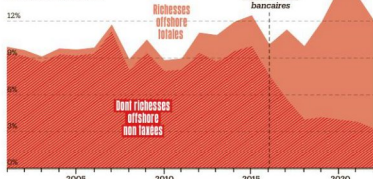


De même, il reste possible pour les sociétés de bénéficier de taux inférieurs à 15% pourvu qu'elles disposent d'un certain niveau de capital et de travail dans des pays comme l'Irlande. Dans ces conditions, les profits locaux «offshore», c'est-à-dire dans des «paradis fiscaux» hors du pays d'origine des multinationales, restent massifs : 1000 milliards de dollars en 2022. Les entreprises américaines sont les championnes en la matière, représentant 40% de ce volume. Le laboratoire a fait de calculs pour essayer de traduire le manque à gagner lié aux carences de l'impôt mondial minimal. La méthode a néanmoins ses limites, ne pouvant anticiper les dynamiques résultant d'un

éventuel changement de paradigme. Avec ces mécanismes d'exclusion, qui doivent diminuer sur dix ans, le taux minimal mondial à 15% rapporterait globalement 220 milliards de dollars la première année et 239 milliards la dixième année. Mais si l'on abolissait ces mécanismes d'exclusion, cela engendrerait un gain de près de 270 milliards de dollars. Soit 10 à 20% de plus. Et cette somme serait multipliée avec la fixation d'un taux minimal plus élevé, l'une des recommandations des auteurs : 474 milliards de dollars pour 20%, 713 milliards pour 25%, 984 milliards pour 30%. Les volumes en jeu à l'occasion d'une remontée du taux minimal sont donc colossaux.

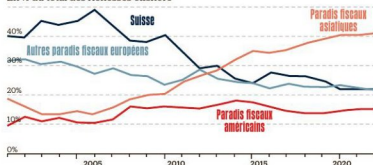
L'échange d'informations bancaires a permis de faire reculer l'évasion fiscale

En % du PIB mondial



Les quatre principales zones d'évasion fiscale

En % du total des richesses offshore



L'ÉCHANGE AUTOMATIQUE DE DONNÉES, UNE GRANDE AVANCÉE

Tous les efforts fournis par les gouvernements pour lutter contre les paradis fiscaux ne sont pas vain. Des progrès sont constatés après que l'échange automatique d'informations bancaires a été mis en place. En moins de dix ans, l'évasion fiscale offshore de riches individus a été divisée par trois, calculent les chercheurs. Si le patrimoine financier n'a pas nécessairement déminué, il entre désormais dans le champ de la fiscalité. «Avant 2013, les ménages possédaient l'équivalent de 10% du PIB mondial en patrimoine financier dans les paradis fiscaux du monde entier, dont la majeure partie n'était pas déclarée aux autorités fiscales et appartenait à des particuliers fortunés, constate le rapport. Aujourd'hui, le patrimoine financier offshore des ménages représente toujours l'équivalent de 10% du PIB mondial, mais dans notre scénario central, environ 25% de ce patrimoine n'est pas soumis à l'impôt.»

Le mécanisme d'échange d'informations bancaires reste toutefois perfectible. Non seulement certains actifs financiers s'échappent toujours, mais l'ensemble des actifs ne sont pas couverts, ce qui a suscité des comportements d'évitement. Ces failles ont été exploitées par des personnes habituées à dissimuler leurs actifs financiers dans les banques offshore, avec un transfert de leurs avoirs

vers des actifs non couverts, en particulier dans l'immobilier. Une étude a ainsi montré que sur les 227 contribuables norvégiens propriétaires immobiliers à Dubaï, seulement un quart d'entre eux mentionnaient ces propriétés dans leur déclaration d'impôt sur la fortune. Dans les trois quarts des cas, l'évasion fiscale était en jeu. Les paradis fiscaux n'ont cependant pas disparu. Malgré différentes initiatives comme celle de l'OCDE en 2015 sur les transferts de bénéfices, ils servent toujours de terre d'accueil à des montants gigantesques de profits que les multinationales délocalisent. «Cela ne signifie pas pour autant que les initiatives politiques de la dernière décennie n'ont eu aucun effet», en l'absence de ces politiques, le transfert de bénéfices aurait peut-être été encore plus élevé aujourd'hui, estime le rapport. Où vont ces profits locaux «offshore»? Les destinations les plus prisées des capitaux d'entreprises sont moins des lieux exotiques comme les îles Vierges britanniques et les îles Caïman ou des États-conflits comme Singapour, Hongkong ou Macao que des pays d'Europe très bien considérés internationalement. Les Pays-Bas, l'Irlande et la Suisse forment le podium de tête pour un total d'environ 400 milliards de dollars de bénéfices déplacés.

Les principaux paradis fiscaux sont en Europe

Dix premiers pays selon les transferts de bénéfices effectués en milliards de dollars (en 2020)



Les paradis fiscaux sont définis comme des pays où la rentabilité des entreprises multinationales est excessive et où le taux effectif de l'impôt sur les sociétés est généralement inférieur à 15%.

Source : Global Tax Evasion Report 2024 EY Tax.

Par CHARLOTTE BELAÏCH, VICTOR BOITEAU, LAURE EQUY et NICOLAS MASSOL

Déjà bien affichées dans les médias et sur les réseaux sociaux, les tensions sur la guerre entre Israël et le Hamas qui déchirent la classe politique française depuis deux semaines doivent trouver une arène, ce lundi après-midi à l'Assemblée nationale, où un débat sur « la situation au Proche-Orient » est organisé. La discussion a peu de chances d'être apaisée, tant les positions de chacun paraissent irréconciliables. Ou plutôt : tant La France insoumise, invectivée de tous bords depuis plusieurs jours, risque de se retrouver isolée. Passage en revue des positions des grandes forces représentées à l'Assemblée.

RENAISSANCE Unis derrière la doctrine présidentielle

Emmanuel Macron, le 12 octobre, a donné le la. Condamnation « la plus ferme » des crimes commis par le « mouvement terroriste » du Hamas, soutien à Israël qui « le droit de se défendre » par « des actions ciblées, mais en préservant les populations civiles ». Avec la quête – hélas lointaine – d'une solution à deux Etats. Au groupe Renaissance, on s'en tient, au mot près, à la doctrine d'Emmanuel Macron. Président du groupe d'amitié France-Israël, Mathieu Lefèvre, l'un des orateurs du groupe macroniste, assure vouloir tenir cette ligne, ce lundi dans l'hémicycle, où il évoquera aussi « la nécessité de lutter contre l'importation du conflit et la condamnation implacable de l'antisémitisme ». Avec une trentaine de députés, il a écrit à la minis-

tre des Affaires étrangères, Catherine Colonna. Comme le Quai d'Orsay, il ne veut pas stopper l'aide publique aux Palestiniens mais sou-

haitent l'examen de ces financements afin de s'assurer qu'ils « ont bien bénéficié exclusivement aux besoins des populations civiles ». Sylvain Maillard promet que ses troupes parlent en chœur : « Le groupe est aligné sur la position du Président. Israël a le droit de se défendre mais doit garantir le droit humanitaire. Je n'ai pas entendu de voix dissidentes », dit le chef du groupe. Mais de réelles nuances existent : « Il n'y a pas plusieurs lignes mais il y a plusieurs sensibilités », decode un député Renaissance, évoquant une partie de ses collègues « très pro-israéliens » – notamment parmi ceux qui se sont rendus sur place, la semaine dernière, avec l'ex-Premier ministre Manuel Valls – et d'autres qui insistent sur le sort des civils gazouillis. « Des collègues furent ce débat car la caricature est facile : si on ne s'aligne pas totalement sur Israël, on risque d'être taxés de complaisance vis-à-vis du Hamas », craint une élue qui regrette que les députés choisis pour parler ce lundi au nom du groupe ne soient pas les plus mesurés.

Mercredi, après l'explosion dans l'enceinte d'un hôpital de Gaza, la discussion dans la boucle Telegram du groupe a laissé entrevoir des tonalités différentes. « Je crois important de nous en tenir, soudés, aux positions françaises dont nous pouvons être fiers », a demandé Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, à ses camarades. « Personne ne veut mettre en difficulté le Président, tout le monde va se tenir », prédit un macroniste. Un autre admet que la dérive de LFI aide son camp à faire cause commune : « Face à leurs ourances, on est plutôt d'accord entre nous. »



LES RÉPUBLICAINS Un « parti pris » assumé

A droite, les réactions ont été d'un seul bloc. Le 7 octobre, le président LR, Eric Ciotti, exprime son « soutien total » à Israël. L'attaque du Hamas, dit-il le 10 au micro de Ra-

dio J, « est l'expression de l'inhumanité, de la barbarie la plus obscurantiste, la plus terrible », commise selon lui par des « nazis ». Le lendemain, à l'Assemblée, la voix de Meyer Habib s'étrangle. « Nous venons de vivre le 11 Septembre de l'Etat juif, lâche le député

franco-israélien des Français de l'étranger et proche de l'extrême droite israélienne, lors des questions au gouvernement. Jamais depuis la tragédie de la Shoah autant de Juifs n'avaient été massacrés le même jour. » Jeudi, au conseil régional d'Auvergne-

Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez parle de « barbarie la plus absolue » qui « revivait à certaines pages les plus sombres de la Shoah » avant de faire le parallèle avec Guernica et l'Oradour-sur-Glane. La droite assume « un parti pris très clair pour Israël »,

Guerre Hamas-Israël L'Assemblée divisée promet un débat crispé

Les députés débattent ce lundi dans l'hémicycle sur « la situation au Proche-Orient ». Alors que les autres partis se targuent d'avoir une ligne claire, la séance s'annonce difficile pour la Nupes secouée par des dissensions internes.



À l'Assemblée nationale, le 10 octobre.
PHOTO DENIS ALLARD

justifie un conseiller. En interne, chacun s'est rangé derrière la ligne officielle. Aucune voix ne s'est aventurée à évoquer le sort des Gazaouis. LR se bornait à dire que les civils palestiniens sont «otages» du Hamas. Dès le lendemain de l'attaque, Clotti a réclamé l'arrêt des aides européennes à l'Autorité palestinienne puis de l'aide au développement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Une position critiquée par certains au sein du parti. «C'est une bêtise diplomatique, critique un député. Le Hamas n'attend qu'une chose: avoir la population palestinienne avec lui».

Les troupes LR se sont surtout affairées à cogner sans-gants sur LFI, accusée d'«apologie du terrorisme» après son refus de qualifier le Hamas de mouvement terroriste. À l'Assemblée ce lundi, tête des Alpes-Maritimes Michèle Tabarot, qui s'exprimera après s'être rendue en Israël avec une délégation de parlementaires, ne

manquera pas de remettre une pièce dans la machine. «Il y aura des très gentils et des très méchants», prévient le conseiller LR.

Concernant sa position sur le conflit au Proche-Orient, LR se borne à «une approche chrétienne des choses», selon cette même source, qui semble ignorer tout de la politique arabe mise en place par l'ancien président de la République, adepte du rapport de force avec l'État hébreu. «Israël a été attaqué. Israël a le droit de se défendre, de se protéger, d'éradiquer le terrorisme», a ainsi déclamé Clotti

A Renaissance, «personne ne veut mettre en difficulté le Président, tout le monde va se tenir».
Un macroniste

le 18 octobre sur CNews, évoquant seulement le «respect du droit international» à apporter dans sa réponse. Et d'ajouter: «Mais une démocratie respecte toujours le droit international. Israël est la seule démocratie dans cette région... Une tonalité bien éloignée de celle d'une ancienne figure chiraquienne, Dominique de Villepin, qui, le 12 octobre sur France Inter, assurait que le «droit à une légitime défense n'est pas un droit à une vengeance indiscriminée... Il n'y a pas de responsabilité collective pour un peuple pour les crimes commis par quelques-uns», ajoutait l'ex-ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac.

LA NUPES Plus fraternelle que jamais

À gauche, la Nupes a imposé sous l'effet du conflit. Si tout le monde serait les dents en attendant les turbulences de la campagne des européennes, personne n'imaginait que la fin serait provoquée par un drame international. «On a péché par paresse, en se disant que nos désaccords, notamment sur l'international, étaient actés. Ça nous explose à la figure aujourd'hui», affirme Cyrielle Chatelain, la présidente du groupe écologiste à l'Assemblée.

Dernier exemple en date: jeudi, une résolution du Parlement européen a encore mis au jour les désaccords, qui semblent avoir moins trait au fond qu'à des questions de vocabulaire voire de postures. Les députés insoumis, qui ne l'ont pas voté, reprochent aux verts et aux socialistes d'avoir approuvé

un texte n'appelant pas au «cesse-le-feu». «Une pause [terme retenu dans la résolution, ndr] n'est pas le cesse-le-feu ni la levée du blocus», a tempêté sur Twitter (renommé X), Jean-Luc Mélenchon. «Une «pause humanitaire» est de fait un cesse-le-feu. Cette formulation, refusée par les États-Unis à ce stade, permet à l'UE de peser pour que les armes se taisent. Sans vous...» s'est agacé l'eurodéputé David Cormand, qui accuse ses alliés insoumis de «faire de la sémantique avec le sang des autres».

Depuis le 7 octobre, la gauche est divisée entre ceux qui qualifient l'attaque du Hamas de «terroriste» et... les insoumis. Ou plutôt, la direction du mouvement, proche de Jean-Luc Mélenchon, qui doit composer avec une fronde de plusieurs personnalités historiques du clan, parmi lesquelles la députée Raquel Garrido. Dimanche sur France Info, elle a encore reproché à Jean-Luc Mélenchon de nuire à son camp

«depuis peut-être un an». Moins polémique, François Ruffin trace son sillon en essayant de maintenir l'équilibre entre la dénonciation du Hamas et les «crimes de guerre» dont il accuse Israël. Le 15 octobre, la fracture s'est agrandie: le PCF a voté un texte «tournant la page» de la Nupes. Deux jours plus tard, le PS dirigé par Olivier Faure, pourtant pro-union, a de son côté adopté un «moultin» sur sa participation à la Nupes. Parmi les socialistes anti-Nupes, la maire de Paris, Anne Hidalgo, a jugé «insoutenable» les positions de Mélenchon sur le Hamas, tout en n'ayant pas encore tenu une expression publique sur les bombardements israéliens à Gaza, depuis une semaine. L'interview de l'insoumise Danièle Obono chez Sud Radio le 17 octobre, dans laquelle elle définissait le Hamas comme «un groupe politique islamiste [...] qui a pour objectif la libération de la Palestine, qui résiste à une occupation», n'a pas contribué à apaiser les tensions. Donnant de la gauche l'image confuse d'un camp en proie à des querelles de vocabulaire et des guerres stratégiques en vue des européennes, nautilus dans un paysage politi-

que hexagonal où elle est pourtant la seule, dans son ensemble, à ne pas apporter de «soutien inconditionnel» à la riposte israélienne.

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL Rengaine et dédialabolise

Les amis de Marine Le Pen jouent coup double dans cette affaire: convaincre que les événements la bas annoncent ce qu'il va se passer ici et ainsi valider leur grille de lecture civilisationnelle d'une incompatibilité entre le monde musulman et le monde occidental... et, au passage, relier la «statique de Belzébuth», selon l'expression de Jean-Marie Le Pen, et avec elle la diabolisation, aux insoumis. Totalement alligés sur le gouvernement de Nétanyahou, les frontistes n'ont pas manqué leur soutien après la contre-offensive sur Gaza, responsable de la mort d'au moins 4 000 personnes selon le ministère de la Santé palestinien, et se sont décalés, après quelques hésitations, pour l'arrêt des aides publiques aux populations palestiniennes. Disert sur le conflit ukrainien, le RN refuse cette fois de critiquer la position d'Em-

manuel Macron, elle-même réglée sur celle des États-Unis et de l'État hébreu. «Je me garderais bien de faire de la polémique et d'aller essayer de fracturer l'image même de notre pays à l'international», a campé le président du parti, Jordan Bardella, dimanche sur Europe 1. Marine Le Pen, qui avait inventé une très fumeuse Déclaration des droits des peuples et des nations lors de sa rentrée, à Beaucarre (Gard), n'a pas cru bon de la proposer comme base d'un possible règlement du conflit. Allez savoir pourquoi.

Surtout, depuis l'attentat d'Arras, le RN se concentre sur les repercussions françaises qu'il veut voir au conflit israélo-palestinien. «L'idéologie islamiste est déjà sur notre sol, le Hamas est déjà sur notre sol, les barbares sont déjà parmi nous», a alerté Bardella dimanche, insistant sur les mesures de son parti pour y faire face: proposition de loi contre l'idéologie islamiste, interdiction des frères musulmans, expulsion des flics S radicalisés et référendum sur l'immigration. Une rengaine que le parti d'extrême droite devrait se faire un plaisir de ressasser, ce lundi après-midi dans l'hémicycle. ➤

Les informés

de Jean-François Achilli et Bérengère Bonte

du lundi au vendredi à 20h

1h de décryptage et d'analyse de l'actualité

chaque lundi avec



franceinfo
radio · web · tv canal 27

La Réunion met la souveraineté alimentaire sur la table

Malgré son statut de bon élève de l'outre-mer, l'île peine à devenir autonome en matière d'alimentation, en raison notamment de l'importation d'engrais et de pesticides. Les autorités réunionnaises tentent de promouvoir les productions locales pour y parvenir.

Par **LAURENT DECLOITRE**
Correspondant à la Réunion
Photos
ROMAIN PHILIPPON, INLAND

Les taux font saliver : 95% des volailles, 99% des porcs et même 100% des œufs consommés à la Réunion en 2020 étaient produits sur l'île. « De tous les autres, le département est celui qui est le plus proche de l'autonomie alimentaire », se félicite un rapport parlementaire de juillet s'appuyant sur ces chiffres de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Daaf). En 2019, déjà, Emmanuel Macron en visite sur l'île avait dit sa confiance pour atteindre cet objectif en 2030. Le conseil départemental a embrayé en lançant Agri PÉI, un plan d'aides aux agriculteurs, tandis que le conseil régional doit organiser cette année des Assises de l'alimentation pour « définir les moyens d'une souveraineté alimentaire ».

Et le 10 octobre, les deux collectivités ont signé, avec le préfet de la Réunion et l'ensemble des filières agricoles, un plan régional de souveraineté alimentaire, qui prévoit 30 actions « pour une alimentation locale, durable et diversifiée ». Bref, consensus au menu. C'est que depuis le Covid, la guerre en Ukraine et la crise de l'énergie, les Réunionnais ont manqué d'huile, d'œufs, de moutarde, d'oignons, de farine... Des rayons vides rappellent la Seconde Guerre mondiale, quand l'île était

soumise au blocus des Britanniques et que les habitants souffraient de disette. Résultat, les élus ont relégué la question de l'autonomie politique pour parler autonomie alimentaire.

A priori, les chiffres ne semblent pas mauvais pour une île montagneuse de 2500 km² et comptant 870 000 habitants : le taux de couverture est de 68% pour les fruits, 88% pour les légumes, 61% pour le lait. Le climat – températures clémentes, pluie et soleil abondants – n'y est pas pour rien, même si ces conditions favorisent aussi la prolifération des champignons, parasites et insectes ravageurs. Sauf qu'en prenant en compte les produits congelés, en conserve ou transformés, la tendance s'inverse. La moitié des fruits et légumes est finalement importée, tout comme 66% du poulet, 76% du bœuf et même 87% des produits laitiers. Tant et si bien que selon l'Agence de la transition écologique, le taux de dépendance alimentaire de la Réunion est en réalité de 77%, alors que celui de la France (métropole et outre-mer) n'est que de 20%.

LÉGUMINEUSES

L'Association Oasis Réunion, qui milite pour une transition agro-écologique, est encore plus sévère : la dépendance globale de l'île de l'océan Indien serait de... 99%. Le cofondateur Bernard Astruc s'en explique : « On a certes une agriculture locale, mais elle dépend des importations d'engrais, de pesticides, d'ali-

ments pour l'élevage, d'outils et d'équipements... » Un exemple frappe les esprits : les poulets réunionnais, issus de poussins arrivés par avion de métropole. Malgré tout, pour Bernard Astruc, « on peut y arriver ».

Gilles Billen, directeur de recherche émérite au CNRS et biogéochimiste à Sorbonne Université, propose de jouer sur trois leviers pour atteindre l'autosuffisance alimentaire : un meilleur recyclage du fumier et des excréments humains pour éviter les importations d'engrais chimiques, « une réduction drastique des aliments d'origine animale » et la rotation des cultures, pour produire encore davantage de fruits et légumes *peû* (locaux). On n'en prendrait pas le chemin, à en croire le président de l'Arifel, l'Association réunionnaise interprofessionnelle de fruits et légumes. Daniel Moreau pronostique au contraire une chute de 30 à 40% de la capacité de production d'ici 2025 si le gouvernement ne vient pas en aide aux agriculteurs pour compenser l'interdiction progressive de pesticides de synthèse.

Or l'enveloppe de 300 000 euros par an qui avait été demandée au gouvernement « pour faciliter ce passage à l'agro-écologie et être résiliés », regrette Daniel Moreau, et ce « malgré les annonces de la Première ministre en mai lors de sa visite à la Réunion ». Celui qui est par ailleurs le PDG de Royal Bourbon, une des plus grosses entreprises agro-alimentaires de l'île, réclamait également 450 000 euros pour « soutenir les agriculteurs qui désirent passer leurs fruits et légumes à la transformation ». Là aussi dans le but de favoriser l'autonomie alimentaire, puisque sur 60 000 tonnes de fruits et légumes transformés consommés sur l'île, 56 000 sont importées. Une fois encore, chou blanc. Cela étant, le gouvernement a annoncé le 26 septembre le lancement d'un « dispositif d'indemnisation exceptionnelle pour compenser la hausse des prix des matières premières agricoles ».



Une enveloppe de 10 millions d'euros a été déléguée pour les producteurs de fruits et légumes d'outre-mer.

Pour Valentin Russel, auteur d'un thèse codirigée par le Cirad de la Réunion, organisation de recherche agronomique, il faut avant tout revoir les habitudes de consommation : « Si les consommateurs mangent davantage de légumineuses et féculents locaux et moins de viande », le taux de couverture alimentaire monterait à 41%, souligne le chercheur. Mais les habitants sont réticents à cuisiner plus de patates douces, maniocs et autres tubercules, encore considérés comme les aliments des pauvres. C'est d'ailleurs pour cette raison que Frédéric Vienne, président de la chambre d'agriculture, a fait de la relance de ces racines une de ses « priorités ».

SORGHO ET RIZ

Pour que l'île couvre 55% de la masse des produits alimentaires consommés, Valentin Russel a élaboré un autre scénario : diviser par cinq la surface des terres consacrées à la canne à sucre, circonscire l'urbanisation galopante du département, « développer la culture locale du sorgho et du riz ». Ce dernier est importé d'Asie à plus de 100% et les Réunionnais en avalent plus de 150 kilos par an, soit neuf fois plus que dans l'Hexagone. Même Jean-Michel Mulot, fervent défenseur de l'autarcie alimentaire, qui ramène du poisson de l'océan et chasse le tangue, une espèce de hérisson, dans les forêts de l'île, ne peut s'en passer.

Sa compagne, Yvette Duchemann, 67 ans, elle, prône dans son jardin-potager-verger « une sobriété heureuse ». À 600 mètres d'altitude, dans le quartier de Saint-Bernard, au-dessus de Saint-Denis, la Réunionnaise fait pousser dans sa cour pentue des bananiers et papayers, des céleris, plants, tomates... et une foison de brèdes, légumes dont on mange les jeunes feuilles. L'ancienne secré-

«Notre modèle actuel de production va droit dans le mur»

Pour le chercheur Nicolas Bricas, le système alimentaire actuel doit être repensé en associant agriculteurs et citoyens, qui ont perdu la main sur leur alimentation.

Nicolas Bricas, socio-économiste de l'alimentation au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, alerte sur les attrait d'une relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation qui se ferait à une échelle trop restreinte. Il appelle à transformer notre système alimentaire grâce à un «nouveau contrat social» qui impliquerait les citoyens dans l'organisation et la production de l'alimentation.

L'autonomie est-elle une solution pour la transition écologique de nos systèmes alimentaires ?

Cela dépend à quelle échelle on raisonne. L'autonomie alimentaire d'un village, d'une ville ou d'un département, c'est à la fois une illusion et un danger. Il faut calculer quels espaces géographiques sont nécessaires pour pouvoir nourrir leur population. C'est la question qu'on s'est posée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et c'est pour ça qu'on a construit la communauté européenne. La bonne échelle, pour concilier une relative autosuffisance alimentaire et une capacité à se défendre par rapport à d'autres grandes puissances, à mon sens, c'est l'Europe.

Pourquoi une illusion et un danger ?

À l'échelle mondiale, il faut qu'on arrête d'aller acheter de l'huile issue de la déforestation à l'autre bout du monde, ce qu'est en train d'intéresser l'UE. On doit savoir d'où vient notre nourriture, mais tout ne passe pas par la relocalisation. En France, si on calcule ce qu'on appelle l'empreinte alimentaire, on s'aperçoit que la moitié de la population vit dans des départements dont la surface agricole ne suffirait pas à nourrir tous les habi-

tants si on cherchait à produire ce qu'ils mangent.

Avec le changement climatique, on aura des sécheresses, des inondations, qui vont engendrer des pertes de récolte et localement mettre à mal certaines productions. Il ne faut pas s'exposer au risque de ne pas être capable de nourrir sa population. Donc, à petite échelle, l'autonomie n'est pas forcément faisable.

D'ailleurs, cela n'a jamais existé. Les villes ne se sont pas préoccupées de produire elles-mêmes ou en périphérie leur nourriture, mais elles sont allées la chercher plus loin, en s'installant près des fleuves ou des ports. Gènes s'est nourri du blé d'Égypte, par exemple.

Donc en France, et en Europe, on est aujourd'hui globalement à la bonne échelle et tout va bien ?

Non. Notre modèle actuel de production va droit dans le mur. Il n'est pas durable, utilise trop de chimie, provoque des dégâts environnementaux et nous coûte de plus en plus cher.

Pendant trop longtemps, le contrat social a été de produire le moins cher possible sans se préoccuper des externalités négatives, c'est-à-dire des coûts sociétaux en matière de santé et d'environnement. Au nom de la souveraineté alimentaire, le ministre de l'Agriculture propose depuis le début de la guerre en Ukraine, ndr, de remettre en production des jachères, qui favorisent pourtant la biodiversité, avec cet argument en creux de dire que sinon, on risquerait d'affamer la planète.

Mais ce n'est pas ça la souveraineté alimentaire ?

Il ne faut pas confondre autonomie et souveraineté alimentaire. L'autonomie, c'est ne pas dépendre de l'extérieur, se nourrir uniquement à l'échelle de son territoire. La souveraineté, c'est une notion politique. Cela signifie être capable de décider soi-même comment on s'organise, ne pas être dépendant de systèmes techniques et d'acteurs sur lesquels on n'a pas de contrôle.

Donc vous défendez une autre forme de souveraineté alimentaire ?

On doit reconstruire collectivement un nouveau contrat social par rapport à l'alimentation. Il faut reconstruire le débat dans les territoires, en remettant en place la démocratie alimentaire. Aujourd'hui, le système alimentaire est piloté par une poignée d'acteurs mais il faut qu'on reprenne la main sur notre alimentation. Les agriculteurs et les citoyens sont devenus dépendants de groupes sur lesquels ils n'ont plus de prise. La crise ukrainienne a fait comprendre que le problème, ce n'est pas tant la question des aliments venant de l'extérieur, mais aussi des engrais, des semences, notre dépendance aux marchés financiers, à l'électrique...

Il faut qu'on réduise de tout cela, de comment accompagner les agriculteurs vers la transition écologique. Tout citoyen est légitime à dire de quelle façon il veut manger. Notre système alimentaire a été accaparé par une poignée d'acteurs qui décident quoi faire des 9 milliards d'euros qu'on reçoit de la politique agricole commune (de l'Union européenne) chaque année. Il faut construire un nouveau rapport de force, montrer aux décideurs ce que veulent les citoyens.

Mais ne risque-t-on pas de payer cette nourriture plus chère ?

On a quand même 9 milliards d'euros par an, c'est un financement considérable. Mais oui, on la paiera plus cher. Il faudra mettre en place une sécurité sociale alimentaire qui permettrait d'assurer à chacun une alimentation de qualité. Il y a subsa-

nsance, on pourrait se dire que c'était une utopie de permettre à tout le monde de se soigner, et pourtant on a créé la sécu. C'est cher, donc cela parait utopique, mais c'est un débat qui peut être mené si les citoyens le réclament.

Recueilli par PAULINE MOULLOT

carnet

NAISSANCE

PARIS (75)

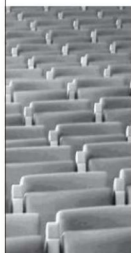
Les familles Raimbaut et Berteloot,

ont la joie de vous annoncer la naissance de

Charles

le 19 juillet, à Paris.

Il a les yeux ronds et le sourire généreux.



Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...

Contactez-nous

Réservations et inscriptions

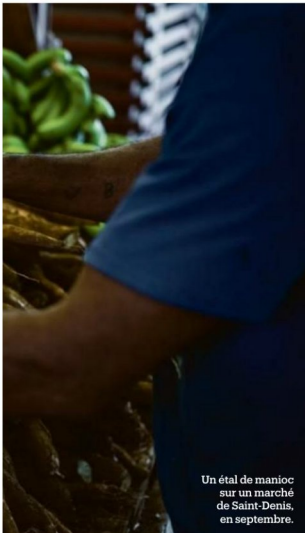
la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain

Tarif : 16,30 € TTC la ligne
Partiel 10 lignes
15,30 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations : 10 €

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr

La reproduction de nos petites annonces est interdite



Un étal de manioc sur un marché de Saint-Denis, en septembre.



Yvette Duchesmann cultive des plantes locales dans son jardin. taire régionale d'Europe Ecologie-les Verts élève également des canards et des poules. «Un jour, pronostique-t-elle, on n'aura plus le choix : tout le monde devra se contenter de manger ce qu'il cultive et soigne.»

Yvette Duchesmann cultive des plantes locales dans son jardin.



LIBÉ.FR **Présidentielle argentine : cinq articles pour comprendre la tornade Javier Milei**

Les Argentins se déplaçaient dimanche aux urnes pour le premier tour d'un scrutin qui mettait aux prises la conservatrice Patricia Bullrich, le candidat péroniste Sergio Massa et le libertarien outrancier Javier Milei, qui fait figure de favori. Retrouvez sur le site analyses et résultats dès lundi matin. PHOTO AP

Les forces de l'ordre sont intervenues dimanche pour déloger des opposants à l'autoroute Castres-Toulouse, installés dans le lieu-dit de La Crémade, où ils s'organisaient en zone à défendre.

Par **ÉLÉONORE DISDERO**
Envoyée spéciale à Saix

«**R**egarde, c'est magnifique ce qu'il est en train de se passer!» Étienne Fauteux, du collectif Extinction Rebellion, a les yeux qui brillent. Devant lui, une cinquantaine de personnes s'appliquent à faire une chaîne humaine. Et rassemblent pierres, troncs d'arbres, briques... pour grossir les barricades et «sécuriser» la zone à défendre. Profitant du week-end de mobilisation contre le projet d'autoroute A69, ce ruban de kilomètre de 53 kilomètres qui doit voir le jour entre Toulouse et Castres, les activistes ont investi le lieu-dit de La Crémade, à Saix (Tarn), pour en faire leur QG. Ces anciens corps de ferme, expropriés pour les travaux et situés tout près du camp de base déclaré de la mobilisation, sont devenus en quelques heures le lieu de tous les espoirs. «Si on tient la première nuit, ce sera très symbolique», raconte-t-il samedi soir Baptiste, un militant chargé de la sécurité de la ZAD.

Alors que le cortège de la manifestation avançait sur la nationale 126 (10 000 participants selon les organisateurs, 2 400 selon la préfecture), que deux groupes prenaient pour cible une cimenterie et une entreprise de travaux publics sous-traitantes pour l'A69, des activistes ont officiellement lancé l'occupation des corps de fermes. «Malgré les dispositifs anti-ZAD de Darmannin, nous sommes là dans la durée», prévient une militante dans un mégaphone. L'ancien propriétaire nous a dit : «Prenez-en soin.» A l'intérieur, un tag «Des forêts, pas de lieux réus» rappelle le cœur de la lutte. Partout sur les murs, les slogans colorés anticapitalistes, antipolice et



Durant l'évacuation de la ZAD dimanche, à Saix dans le Tarn. PHOTO VALENTINE CHIAPRIS APF

ZAD de l'A69: «Les gens voient bien que nous sommes les gentils»

anti-A69 ont fleuri. «C'est notre façon de respecter l'environnement», sourit Camille (1), masqué sous son écharpe. «On occupe le plus de lieux possible sur le tracé de l'autoroute, au sol et dans les arbres, pour empêcher les travaux, dérouter-t-ils. Si on en perd un, on en reprend trois.»

«Saccagés.» «Tout le long du tracé, ils ont détruit les toits des maisons pour qu'on ne s'y installe pas, raconte encore l'activiste. C'est terrible de voir les lieux de ton enfance saccagés.» La Crémade n'y a pas échappé. Alors, pour s'approprier les lieux et symboliser l'engagement, une charpente a été construite. Un peu plus loin, Gaëlle s'occupe d'enlever le fumier, répandu par les auto-

rités pour éviter une installation. Peine perdue, l'odeur ne dérange guère. «On pourra l'utiliser pour le jardin ou le compost», imagine déjà Gaëlle.

Si elle ne peut pas rester ce soir, vie de famille oblige, elle promet de revenir. «C'est une sacrée joie de voir des gens qui se projettent sur plusieurs semaines. Ça ancre la lutte, c'est très grisant», sourit-elle. Pour Baptiste, il s'agit de «déclider ce que l'on veut faire de cet endroit stratégique».

Et tout est possible. Un atelier de réparation vélo et un foyer pour les sans-domicile sont envisagés... «Tout est à créer, on cherche encore notre identité», explique Étienne Fauteux, qui cite Notre-Dames-Landes en exemple. Mais les rêves se cognent vite

à la réalité, lorsque dimanche à l'aube, un hélicoptère, phrases allumées, survole le campement, à quelques centaines de mètres de la ZAD. «Tout le monde s'est précipité pour bloquer les accès», se félicite Étienne Fauteux. Un peu avant 13 heures, les gendarmes mobiles et la nouvelle «cellule anti-ZAD» délogent les militants de la «Crémazade», les repoussant vers les champs attenants. Bientôt, les gaz lacrymogènes pleuvent. Les projectiles lancés par les gendarmes déclenchent plusieurs feux, vite contenus par les manifestants, sans eau à la main. «No macadam», scandent-ils sous les vrombissements de trois hélicoptères. Alors que les gendarmes mobiles tentent de gagner du terrain, certains rangent leur terre en vitesse et se rapatrient sous les

chapiteaux de la mobilisation, où des familles piqueniquent. D'autres militants, eux, courent vers la première ligne pour se frotter au barrage des forces de l'ordre. Thomas Brail, fondateur du Groupe national de surveillance des arbres et visage de la mobilisation, passe en civière, blessé au genou et au poignet. «Merci pour tout ce que tu fais», lui lance un militant, touché à l'œil, avant de vite repartir vers les affrontements.

«Murs.» «Je vais être très simple, très clair, très ferme: il ne peut pas y avoir de ZAD et il n'y aura pas de ZAD sur l'A69», a déclaré, au moment même de l'intervention des forces de l'ordre, le ministre des Transports, Clément Beauce, sur le plateau de Questions politiques, l'émis-

sion de France Inter, France TV et le Monde. «Je ne veux pas un pays où l'on a zéro infrastructure, zéro projet et où, même avec des arguments valables, une minorité imposera sa loi aux élus et à la majorité élus», a-t-il martelé. «Clément Beauce, on lui demande d'ouvrir les yeux, lui répond Geoffrey, membre de La Voie est libre, le collectif organisateur de la mobilisation. Les forces de l'ordre sont intervenues alors que nous étions en pleine conférence de scientifiques qui nous expliquaient qu'on va droit dans le mur. Mais tout ça nous donne de la force, les gens voient bien que nous sommes les gentils. Nous, nous sommes le monde du vivant.»

(1) Le prénom a été modifié. Camille est souvent utilisé par les zadistes pour s'anonymiser.



Ticket à gratter «Mission Nature» : à partir de ce lundi la préservation de la biodiversité se jouera au loto

Un jeu à gratter fait son apparition chez les burocrates de France à partir de ce lundi. Vendu 3 euros, il doit permettre à l'Office français de la biodiversité de récolter près de 6 millions d'euros et de financer 20 projets liés à la restauration de la nature. Si l'initiative risque de créer de nouveaux accros au jeu, associations et institutions se rejoignent de ce bonus pour financer la lutte pour la sauvegarde de la biodiversité. PHOTO FABRICE PICARD / VU

Au Mali, l'armée s'attaque au Nord

Au Mali, une course invisible a lieu dans le désert du grand Nord. En trois directions: Kidal, Tessalit et Aguelhok. Ces trois localités sont des bastions de l'ex-rébellion indépendantiste. Depuis dix ans, les combattants de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) en sont maîtres. L'accord de paix de 2015 est resté lettre morte: jamais l'Etat malien n'a véritablement repris la main sur ces villes. Une atteinte à «l'intégrité territoriale» vécue comme une humiliation par l'institution militaire.

Le quintet de colonels qui s'est emparé du pouvoir à l'été 2020 en renversant le président Ibrahim Boubacar Keita rêve de laver ce affront. La «reconquête du Nord» a été érigée en priorité

par la junte, par ailleurs confrontée à une insurrection islamiste armée de plus en plus étendue. Après le départ des soldats français de l'opération Barkhane, Bamako a exigé cette année ce lui des Casques bleus de la Mission des Nations unies au Mali (Minsual). Les troupes ouésiennes ont jusqu'au 31 décembre pour quitter le territoire. Or, la Minsual a construit et occupe douze camps militaires sécurisés au Mali, dont ceux de Kidal, Tessalit et Aguelhok. Les forces armées maliennes commencent à profiter de leur récession pour prendre pied dans ces localités qui échappent à leur contrôle.

Les mouvements armés du Nord s'y opposent catégoriquement. Ils ont engagé le

feu, mi-août, lorsque l'armée malienne, appuyée par des combattants russes du groupe Wagner, s'est rapprochée de la base de Jir, une ville de l'Azawad. Les militaires ont réussi à s'installer dans l'empire ouésienne. Dans les semaines suivantes, les combattants de la CMA ont répliqué en menant des raids sur des casernes, s'emparant des camps pendant quelques heures avant de se retirer. Des dizaines de militaires maliens ont été tués dans ces assauts.

Le 2 octobre, un convoi de l'armée et des mercenaires de Wagner, composé d'une centaine de véhicules, est parti de Gao en direction du nord, arrivant jusqu'à la ville d'Anéfis, à une centaine de kilomètres de Kidal, la «capitale» de l'Azawad défendue par les guerriers de la CMA. Des milliers de civils ont fui la zone, par crainte des combats, des représailles, ou des bombardements de l'armée malienne. Les mouvements armés du Nord accusent les soldats maliens et leurs supplétifs de Wagner d'avoir exécuté et décapité 17 civils, près de la localité d'Ersane, et d'avoir piégé leurs cadavres avec des explosifs.

Quelle que soit l'issue, les deux camps rivaux ont beaucoup à perdre. Un troisième acteur devrait en revanche profiter de la situation: l'organisation jihadiste du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, le vrai maître du nord du Mali.

CÉLIAN MACÉ
A lire en intégralité sur Libé.fr

«Grâce à la forte présence des pharmacies sur le territoire, le patient pourra avoir une réponse immédiate [pour les antibiotiques sans ordonnance].»

YORICK BERGER
secrétaire général de la Fédération des syndicats de pharmaciens de France



D'ici le 1^{er} janvier 2024, les 20 000 pharmacies françaises devraient dispenser des antibiotiques sans ordonnance (dont l'amoxicilline) après un test rapide d'orientation du diagnostic, dit Trod, dans les cas d'angines ou de cystites. Objectif: accélérer la prise en charge et soulager les médecins, notamment dans les déserts médicaux. Du côté des médecins, les réactions sont mitigées: «On veut qu'on nous retire du temps administratif, pas des soins. [...] Les pharmaciens ne peuvent pas faire le travail d'un médecin», regrette la présidente du Syndicat de médecins libéraux, Sophie Bauer. M.B.

A lire en intégralité sur Libération.fr

IA: le plan social massif chez Onclusive reporté

Reculer pour mieux sauter? Révélé par Libé mi-septembre, le plan social chez Onclusive qui devait licencier 217 personnes, sur 383 installations en France, pour des remplacer par des outils d'intelligence artificielle est reporté, a appris le Parisien. La direction de l'entreprise, spécialisée dans la veille médiatique, a annoncé jeudi aux salariés qu'une nouvelle version de la procédure serait présentée

RETOUR SUR

en décembre, assurant avoir pris en compte les critiques du personnel, des syndicats et de l'administration du travail. «J'ai pris la décision d'interrompre la procédure d'information-consultation et les négociations en cours», écrit le patron, Rob Stone. Pour autant, la direction affirme que «l'intégration de l'IA» est toujours d'actualité et qu'Onclusive «continuera à se doter de nouvelles technologies». Le plan initial prévoyait la suppression de 205 postes dans le service des opérations à chez les clients commerciaux et aux services généraux et le non-remplacement de 8 postes vacants. Il plani-

fait également la création de 23 postes de manager, pour accompagner la mise en place des nouveaux outils IA. Vent debout, les syndicats ont estimé qu'il ne prenait pas assez en compte les caractéristiques et contraintes personnelles des employés et que les mesures de reclassement étaient insuffisantes. La Direction régionale de l'Économie, du Travail et des solidarités a aussi émis

des réserves. Ce report apparaît donc plus comme un surris que comme une réelle victoire pour les syndicats et les salariés. Contacté par Libé, un délégué syndical précise que les négociations avec la direction reprendront début décembre. Onclusive est l'un des leaders de son secteur. Ses employés sont notamment chargés de compiler des articles de presse et de fournir des synthèses à des grands acteurs économiques. Parmi ses clients: plusieurs entreprises du CAC 40, mais aussi l'Etat français à travers des ministères et des services publics.

JEAN-BAPTISTE CHABRAN

7
Elaheh Mohammadi, reporter de 36 ans, et Niloufar Hamed, photjournaliste de 31 ans, ont été condamnées respectivement à six et sept ans de prison pour «collaboration avec les Etats-Unis», «complot contre la sécurité du pays» et «propagande contre la république islamique». Elles avaient contribué à rendre publique la mort de Mahsa Amini, qui avait déclenché un mouvement de révolte des femmes. Les deux journalistes ont été incarcérées à la prison d'Évin à Téhéran depuis fin septembre 2022. (avec AFP)



A Taïwan, une photo de mariage pour dénoncer la pollution

Un faire-part pas comme les autres. A quelques mois de son mariage, un couple taïwanais pose devant une montagne d'ordures, lui vêtu d'un smoking et elle d'une robe blanche de cérémonie. Militante de Greenpeace, la mariée, Iris Hsueh, espère ainsi décourager ses proches de produire des déchets inutiles: pour leur «mariage écologique» prévu en janvier, ils ont demandé à leurs invités de venir avec leurs propres récipients

pour emporter les restes alimentaires. Habitant à Taipei, le couple a fait trois heures de route pour une séance photo dans la commune de Puli (centre), où la quantité de déchets apportés à la décharge locale n'a cessé d'augmenter. «Si un invité n'est pas disposé à apporter un récipient, je lui montre la photo et lui demande de reconsidérer sa décision», explique la jeune femme de 33 ans. Bien que Taïwan, 23 millions d'habi-

tants, recycle plus de 50% de ses déchets ménagers — un des taux les plus élevés au monde —, le responsable de l'équipe d'assainissement de Puli observe que la quantité d'ordures a spectaculairement augmenté: d'environ 20 tonnes par jour dans les années 80 à 50 tonnes aujourd'hui. «Notre population diminue, mais la quantité d'ordures augmente chaque année», relève-t-elle. (avec AFP)

PHOTO OWEN KANG / AFP



teurs occidentaux qu'en contrepartie de partenariats économiques, ils conduiraient nécessairement leur régime vers une libéralisation et une démocratisation.

Diriez-vous que la Russie et la Chine dicent désormais l'opinion mondiale ?
 Ces Etats cherchent à remodeler, à leur avantage, l'environnement mondial de l'information. Leur volonté d'échapper à l'hégémonie américaine les a conduits à contrôler et à surveiller étroitement leur territoire, à se doter d'infrastructures et de services numériques, et à conclure en 2015 un pacte bilatéral de non-agression dans le cyberspace. Ils ont formé, avec l'Iran et la Syrie notamment, un écosystème mondial de désinformation dirigé contre les Etats démocratiques, qui repose aussi bien sur leur diplomatie publique et leurs médias internationaux que sur des armées de trolls, de cyberguerriers et de agents d'influence à l'étranger. Les réseaux sociaux ont donné une audience considérable aux théories du complot

que la Russie diffuse et ont permis de planter le couteau de la désinformation de manière furtive dans les esprits des adversaires. Depuis peu, la Chine s'est imposée comme un acteur majeur de cette bataille en raison de ses moyens technologiques considérables.

Quels sont-ils ?
 Son principal instrument aujourd'hui est TikTok et sur son 1,7 milliard d'utilisateurs dans le monde, sauf en Chine où l'application est interdite. Subordonnée aux priorités assignées par Pékin, l'application est une arme de subversion massive, un outil de captation massive de données mais aussi de l'attention. La plateforme n'offre pas la possibilité de choisir ses contenus, qui sont déterminés par un algorithme. Cette application est un relais massif de contenus désinformationnels, notamment russes. Selon une étude de NewsGuard, une start-up spécialisée dans l'analyse de la désinformation, il suffit de quarante minutes pour qu'un utilisateur y soit exposé après son inscription.

Quel est l'objectif, à terme, de ces campagnes de manipulation de l'information ?

L'objectif est tout simplement d'encourager, à chaque fois que possible, le chaos au sein des régimes démocratiques, de fabriquer la défiance à l'égard des dirigeants élus et des institutions démocratiques. Il est frappant de constater que dès le lendemain de l'élection de Donald Trump, en 2016, les trolls russes ont ainsi organisé à Manhattan des manifestations contre lui. Concrètement, **quelles autres formes prennent ces opérations de désinformation ?**

Dans un régime autoritaire, tous les moyens de l'Etat mais aussi de l'économie et de la société civile peuvent être mis au service de cette guerre. En démocratie, le recours à des agents de renseignement sous couverture journalistique est l'exception, tandis qu'en régime autoritaire il est la règle. La Chine a bâti le plus grand appareil de renseignement au monde, comme son homologue russe. Les opérations de désinformation

dans l'infosphère ont récemment été démultipliées par les possibilités offertes par l'intelligence artificielle générative. Les résultats donnés par les moteurs de recherche commencent même à être faussés par cette avalanche de fausses informations. Notre environnement informationnel est d'ores et déjà profondément déstabilisé.

Selon vous, la France est une cible prioritaire de cette guerre informationnelle et elle tarde à le reconnaître...

La France a pris conscience très tôt, dès 2011, de la menace représentée par la propagande jihadiste, mais très tard, au moment des «Macron-Leaks» en 2017, de celle représentée par les ingérences des régimes autoritaires. Notre pays s'est doté en 2021 de Vignium, un service chargé de la vigilance et de la protection contre les ingérences numériques étrangères, puis d'une sous-direction du ministère des Affaires étrangères chargée de la veille et de la riposte. Le problème est que ces services sont aujourd'hui sous-di-



DAVID COLSON
LA GUERRE DE L'INFORMATION
 Tallandier,
 480 pp., 23,90 €.

mensionnés pour faire face à l'ampleur et à la gravité inédites de la menace informationnelle à l'ère de l'intelligence artificielle.

Qu'attendez des états généraux de l'information qui viennent de débuter ?

L'adoption de mesures concrètes, que ce soit dans les médias traditionnels ou sur les réseaux sociaux. Cela consiste à protéger la liberté d'informer, à renforcer le journalisme d'investigation, de vérification et de service public. Cela passe aussi, à mes yeux, par la création d'une «Safe Zone», c'est-à-dire un média social européen de service public qui préserverait ses utilisateurs de contenus générés par l'IA et de la toxicité de modèles économiques reposant sur l'exploitation des données des utilisateurs à des fins publicitaires. Pour contrer les ingérences étrangères, il faudrait également accroître la transparence en France, comme le font les Etats-Unis depuis 1938, que les agents représentant les intérêts de puissances étrangères déclarent publiquement leur activité.

Le combat semble quand même très déséquilibré face aux régimes autoritaires pour qui tous les coups sont permis.

La guerre de l'information est déséquilibrée, car elle oppose des sociétés ouvertes qui encouragent le pluralisme à des régimes autoritaires fermés. «Si les Occidentaux n'avaient pas la liberté d'expression, il faudrait l'inventer pour eux», avait coutume de dire Ivan Agayants, le désinformateur en chef du KGB pendant la guerre froide. La tentation est forte, par conséquent, de lutter contre la désinformation étrangère en portant atteinte à la liberté d'expression et à la liberté d'informer, ou en recourant à des opérations de désinformation. C'est au contraire en défendant notre modèle de libertés que nous pourrions le mieux faire face aux défis de la guerre de l'information. Des médias libres, indépendants et de qualité sont notre meilleur système immunitaire face au virus de la désinformation. ►

IDÉES/



MÉDIATIKES

Par DANIEL SCHNEIDERMANN

Politiques, médias :
branle-bas de combat

Depuis le 7 octobre, le débat français s'est équipé de treillis et de rangers. Les interviews se meuvent en interrogatoires, les arguments en sommations, et les adversaires en cibles : la guerre verbale a commencé.

C'est loin, Gaza. Et pourtant ici, en France, politiques et journalistes sont déjà en treillis. «C'est un mouvement de résistance, le Hamas». Le capitaine Bourdin interroge l'opposante Obono. Six fois de suite elle esquisse. A la septième, elle craque : «Où... qui se définit comme tel...» C'est bon. C'est dans la boîte. On n'a même pas eu besoin d'une garde à vue. Dans l'heure, le ministre Darmanin signale la présumée coupable à la justice, pour «apologie du terrorisme».

Il est partout, le ministre de la Police. Il se dépense sans compter. Il faut dire qu'il s'est attaqué à forte partie : le footballeur Benzema, qui a l'arrogance de se croire protégé par sa notoriété internationale. L'individu, imaginez, a osé tweeter son soutien aux Palestiniens de Gaza. Comment donc ? Et pas le moindre soutien à nos alliés israéliens ? Pas étonnant, quand on sait que sous sa couverture de sportif, Benzema est en lien avec la cinquième colonne des Frères musulmans. Comment le sait-on ? On le sait. On te connaît bien. Point barre. C'est moi qui pose les questions, ici. Le ministre, dans sa mansuétude, consentira à retirer l'accusation si Benzema tweete dans le bon sens. Sinon, direction procureur, pour défaut de soutien à nos alliés. L'incrimination n'existe pas ? Pas de souci, on va rajouter au code. Justement, on vote une nouvelle loi, ces jours-ci, pour les gars comme toi. Comme moi ? Mais je suis français ! Oui, pour l'instant. Français de papier. Fais pas le malin, tu sais très bien ce qu'on veut dire.

Les lois, le droit, les règles, c'est bon pour le temps de paix. Réguliers, irréguliers, expulsez-moi les fichés S russes sur simple soupçon, sur simple potentialité. On a déjà essayé sans succès ? Peu importe. «Nous avons été condamnés par la Cour européenne des droits de l'homme [CEDH], mais j'assume,

dit Darmanin. Il veut mieux parfois être condamné par la CEDH mais protéger les Français... On va vous nettoyer tout ça, de bas en haut. Tout en bas, en faisant le ménage parmi les lycéens qui ont perturbé la minute de silence pour le professeur poignardé par un terroriste. «A un moment, la tolérance, ça va, la bienveillance ça va !» lance le ministre Attal à l'Assemblée (oui, pour l'instant, on maintient l'Assemblée). Soupirs, goussements, rires nerveux d'adolescents : hop, tous chez le procureur. Défilé de goussement, rappel à la loi, exclusion temporaire. On le rajoutera aussi au code, s'il le faut. On va bien rajouter l'expulsion pour refus de *Mar-seillaise*. Un peu plus un peu moins... Vous organiserez des manifs ? N'y comptez pas. Interdites. Toutes dans le même sac. Brûler les drapeaux alliés, «est-ce qu'on a envie de voir ça maintenant ?» in-

terroge aimablement le Président. On a plutôt envie de se regrouper». Il dialogue démocratiquement avec des jeunes étudiants croisés dans la rue. Vous voyez bien que l'on est encore en démocratie. On peut l'interpeller, et repartir libres.

Que les grands chefs ne se croient pas à l'abri. Votre Mélenchon, par exemple, on te tient à l'œil. Tiens, il gazouille, lui aussi, contre l'interdiction des manifs et la criminalisation de l'expression des opposants ? Cette fois, c'est la sénatrice Rossignol qui réplique : «Au moment où la France est ciblée par le terrorisme islamiste, cette déclaration désigne la République française à ses ennemis.» Si avec ça, il ne se tient pas à carreau... En une semaine, le débat français s'est habillé en treillis et rangers. Les Interviews se sont transformées en interrogatoires, les arguments en sommations, les adver-

saires se partagent en cibles et colleurs de cibles. On ne débat plus, on se colle des cibles. Si tu exprimes une critique, tu m'as collé une cible. Tu seras responsable de ce qui peut arriver. Toute amorce de contestation est aussitôt désamorcée par une intimidation.

Comment une guerre étrangère déborde sur un territoire officiellement en paix et criminalise toute objection, on peut en chercher les précédents dans les années 30. C'est en 1936, avec la guerre d'Espagne, que la presse française prend les armes. Rouges contre blancs, la haine espagnole déborde sur les débats français. Enonantes années, de 36 à 39, où un pays encore officiellement en paix glisse mentalement dans la guerre verbale, qui prépare les esprits à la guerre tout court. On se croit encore en paix, en démocratie, mais on n'y est presque déjà plus. ◆

SIGNE COCO



Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITESJazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Vous voulez passer
une annonce dans
Vous avez accès à internet ?

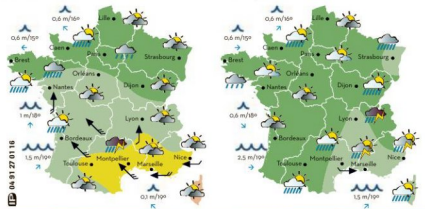
Libération

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne
<http://petites-annonces.liberation.fr>

LUNDI 23

Des pluies éparées se produisent dès le matin sur la façade Atlantique et gagnent toute la moitié ouest en journée. Près du golfe du Lion, des pluies soutenues et orageuses sont à nouveau au programme. **EN SOIRÉE** Les pluies ou les averse gagnent à nouveau les trois quarts du pays. Attention aux fortes pluies orageuses du Languedoc aux Cévennes.

MARDI 24

Temps très perturbé au sud-est avec la persistance de fortes pluies orageuses. Un ciel plus changeant domine à l'ouest et au nord avec éclaircies, nuages et averse. **EN SOIRÉE** Les intempéries s'évacuent progressivement en Méditerranée. Des pluies concernent la façade est du pays et de nouvelles pluies reviennent par l'Atlantique.

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	8	15	Lyon	10	20	Alger	22	30
Caen	11	15	Bordeaux	16	20	Berlin	9	15
Brest	12	14	Toulouse	18	23	Bruxelles	8	16
Nantes	13	18	Montpellier	17	22	Jérusalem	20	27
Paris	10	16	Marseille	17	23	Londres	8	15
Strasbourg	6	15	Nice	15	22	Madrid	12	14
Dijon	6	15	Ajaccio	14	26	New York	8	14



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital de
23 243 604 €,
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382 028 199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Coprésents
Dov Allon,
Amandine Bascou-Romeu

Directeur de la publication
Dov Allon

Directeur de la rédaction
Dov Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Guinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Promont,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valentin

Rédacteurs en chef
Michaël Bacquembourg,
Frédéric Beauzat
(technique), Laura Breton
(actu), Sabrina
Champagnon (modes de
vie), Gilles Dhers (web),
Mathieu Ecoffier (actu),
Christian Loison
(enquêtes)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilias Almonra (France),
Anne-Laure Berret
(environnement), Liadé
Charrier (photo), Cécile
Daumas, Sonia Desales-
Stroger (musique),
Fabrice Drouzy (spéciaux),
Younes Douzi (humour),
Cécile Mathiot
(documentaire),
Diéler Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 95 56 71 40

PUBLICITÉ
Libe plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
& CARNET
10, rue de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Gerville),
CELA (Héric)
Imprimé en France
Membre de l'ACPM,
CPFPAP : 125 C 8006-04
ISSN 0235-3703



Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détachable de
FICO-label européen
N° F13701
Indicateur
d'entropisation de
Frot 0 009 kg/t de papier

La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5149 MOYEN

4				3			7	
	3				1	8		
		1		7	2	4		
5	1	2						
9	4	8			1			
						7	9	5
		5	3	9		2	7	4
	9	5		7	6			
6		2						3

SUDOKU 5149 DIFFICILE

6		5	2	8		4		
	4			1	3			
	2	5					7	
4			5			1	2	
			7	3				
8	7		2		5	3		
1					3			
	9	3			2			
3	2	1		9	7	8		

Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

1	7	1	8	2	3	4	5	6
2	9	3	4	7	8	1	5	6
6	1	5	1	8	3	7	4	9
5	1	7	8	3	2	4	6	9
3	2	9	5	6	8	7	1	4
8	6	2	3	4	1	5	7	9
4	5	1	7	9	6	8	3	2
9	1	7	9	6	8	2	3	5
5	1	7	9	6	8	2	3	4
9	1	7	9	6	8	2	3	5

DIFFICILE

8	7	2	3	6	1	5	4	9
9	1	7	9	6	8	2	3	5
1	4	5	1	8	3	7	6	2
2	9	3	4	7	8	5	6	1
6	4	5	2	8	3	7	1	9
2	9	3	4	7	8	5	6	1
6	4	5	2	8	3	7	1	9
2	9	3	4	7	8	5	6	1
6	4	5	2	8	3	7	1	9
2	9	3	4	7	8	5	6	1

Libération
La boutique

Retrouvez les derniers
numéros de «Libération»
et nos collecteurs sur
notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR



De la Chine à la France, de l'exil au trésor

Le Musée national de l'immigration expose jusqu'à mi-février dix artistes chinois qui se sont installés en France dans les années 80 et 90. Pionniers de l'art mondialisé, les plasticiens interrogent leur départ de leur pays natal et leur acculturation en Occident.

Par
CLÉMENTINE MERCIER

Un choix s'offre à vous : soit emprunter un couloir réservé aux membres de la communauté européenne, comme l'indique une signalétique sur caisson lumineux jaune («*EC Nationals*»), soit se diriger vers la porte réservée aux autres nationalités («*Others*»). Mais attention, dans chaque entrée de ce poste frontière fictif se trouve une cage aux lions – heureusement vide – qui augmente d'un cran l'agressivité du dispositif sécuritaire. L'installation *Passage* a été inspirée à l'artiste Huang Yong Ping (1954-2019) par ses déplacements en Europe. Au Musée national de l'histoire de l'immigration, cette œuvre inaugurale qui renvoie chaque visiteur à ses papiers d'identité ouvre «*J'ai une famille*», exposition de dix artistes de l'avant-garde chinoise résidant en France. En être ou pas ? C'est effectivement une des questions qui se pose à ces plasticiens.

Arrivés en France entre 1980 et 2002, ces artistes d'une même génération – deux sont décédés –, réunis de façon inédite au Palais de la Porte-Dorée, interrogent le monde globalisé et les migrations dans des pièces aux dimensions spectaculaires. «*Nous étions des vagabonds dans des années troubles*», dit Yang Jiechang à propos de ses pairs, aujourd'hui internationalement reconnus. Leurs œuvres – une trentaine seulement – illustrent leur ha-



De g. à d. : *La Pomme n°2* de Ru Xiao Fan. PHOTO ADAGP
Chevalier du XX^e siècle empaillé de Huang Yong Ping.
PHOTO CHRIL ZAHNITZKI, WU ADAGP
Le Tour de Babel, Old Europe of Du Zhenjun. PHOTO DU ZHENJUN

pinceau, il insuffle de la subversion à son geste : l'alphabet latin mûre en caractères chinois, faisant fil de l'encre qui déglouine.

POTIRON ET PASTÈQUE

«J'ai une famille» est moins une exposition sur l'esthétique – les modes d'expression sont variés : peinture, sculpture, art numérique – ou l'école que formeront ces artistes qu'une histoire singulière d'amitié et de destins croisés. Tout démarre avec la mort de Mao en 1976, les réformes de Deng Xiaoping et la fin de l'isolement de la Chine. Yan Pei-Ming, recalé au concours d'entrée à l'École des beaux-arts de Shanghai, arrive à 19 ans à Paris, en 1980. Puis, c'est au tour de Ru Xiao Fan et de Chen Zhen. Se sachant atteint d'une maladie incurable, ce dernier souhaite voir le monde. En 1989, alors que le mouvement démocratique est réprimé à Tiananmen, deux artistes invités à l'exposition légendaire des «Magiciens de la Terre» de Jean-Hubert Martin font le choix de rester en France. La situation répressive en Chine les pousse à l'exil. Certains iront à New York mais c'est en France que les liens se resserront. Evelyn Jouanno et Hou Hanru, les commissaires de «J'ai une famille», appartiennent eux aussi à cette histoire poétique qu'ils ont rencontrés à Pourrières, dans le Var, en 1990, pour une des premières expositions d'artistes contemporains chinois en France. Ils ne se sont plus quittés. Dans l'Hexagone, la diaspora se serre les coudes. Au tout début, ils sont plusieurs à amorrer leurs fins de mois en croquant les portraits des touristes devant Beaubourg. Fins changeurs de l'art occidental, les artistes conçoivent leur pratique au contact de l'Europe. Jiang Dahai, par exemple, abandonne le réalisme socialiste pour une peinture métaphysique. Il explore l'abstraction en composant d'immenses toiles sensuelles et mentales avec des milliers de gouttes, gouttelettes et peintures à la façon du *dripping* de l'Américain Jackson Pollock. Wang Du, élevé dans la propagande officielle chinoise, formé au réalisme socialiste, regarde soudain les journaux français avec étonnement et tâche de comprendre l'actualité grâce aux photos. Fort de ce sentiment d'incompréhension, décalé, un peu rageur, il sculpte une énorme boule de papier avec une page du journal *Le Monde*.

Il est fait de la souplesse et de l'humour pour s'adapter à une nouvelle culture : ces artistes n'en manquent pas et se réapproprient le patrimoine européen. Wang Du ose jeter un sort à Rodin en transformant les *Trois Ombres de la Porte de l'Enfer* en figures du désespoir actuel, avec casque de réalité virtuelle et casque militaire. Pour évoquer Hongkong, Huang Yong Ping écarte une peau d'âne et se réfère à *La Peau de chagrin* de Balzac. Tandis que Ru Xiao Fan livre sa version des *Mémoires de Vélasquez* avec des personnages en forme d'aubergines, chou-fleur, potiron et pastèque. Irrévérence, conscience géopolitique et imagination, voilà les talents de ces pionniers de l'art mondialisé.

J'AI UNE FAMILLE. 10 ARTISTES DE L'AVANT-GARDE CHINOISE INSTALLÉS EN FRANCE au Palais de la Porte-Dorée, Musée national de l'histoire de l'immigration, jusqu'au 18 février.

CULTURE

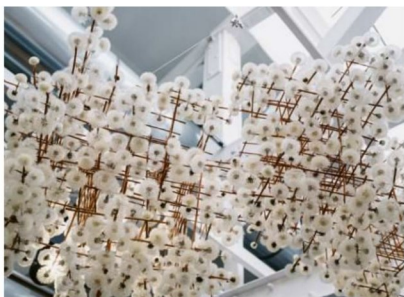


billeté à naviguer dans l'histoire de l'art, entre la Chine et leur continent d'adoption. C'est dans ce creux qu'ils ont puisé leur langage original et critique.

PERTE DES REPÈRES

Naturellement, il est intéressant de chercher des traces de leur pays d'origine dans les pièces. Dans *Unconfortable Shoes (Elles sont parties et pourtant elles n'ont nulle part où aller)* (2004), Shen Yuan utilise des centaines de petites chaussures à bride en velours noir pour évoquer l'exil et la perte des repères. Cette très belle installation qui trace des mots aux murs en forme de petits pas évoque aussi la condition féminine : les pieds torturés et bandés dans la Chine traditionnelle, les femmes ont aussi formé une main-d'œuvre abondante pendant la Révolution culturelle.

Dans *La Voie du sommeil-Sleeping Tao, 1992*, Chen Zhen (1955-2000) transforme des lits traditionnels en métal chinois en objets hybrides, mi-instruments de torture mi-caisses de flipper, afin d'évoquer ce qu'il appelle «la trans-expérience», une expérience intime du choc des cultures. Quand il s'est installé en France, l'artiste a abandonné la peinture pour l'installation. Autre exemple, Yang Jiechang revisite la calligraphie dans *Still Remember*. Formé pendant trente ans auprès de maîtres taoïstes, l'artiste trace les noms de ceux qu'il a connus sur des panneaux géants. A chaque coup de



JEAN-LOUIS CARRELL, MAIF

Au Maif Social Club, la cité de la torpeur

L'espace d'art accueille «Le Temps qu'il nous faut», exposition où se côtoient, autour du thème de la lenteur, beurre en stick et nuages de pissenlits.

Junle. Ce paysage sous cloche, humoristique et postapocalyptique, est issu de l'atelier de Michel Blazy, artiste jardinier fasciné par la décomposition. Rayon nuage. Il y a aussi les «chindigo», inventions loufoques de Kenji Kawakami, objets totalement inutiles et censés nous faciliter la vie : miniparapluie pour chaussures, beurre en stick, ventilateur pour refroidir les nouilles... Sur des étagères, ce catalogue d'objets ineptes et drôles dénonce par l'absurde la productivité à tous crins et la société de consommation.

En levant le nez, c'est un très délicat spectacle qui se déploie au-dessus de nos têtes. L'artiste Duy Anh Nhan Duc a collecté des milliers de fleurs de pissenlit pour les assembler, sans fixateur, en forme de nuages. D'une légèreté étonnante, *Nuages migrants* paraît infiniment fragile, à la merci d'un enfant turbulent qui aurait envie de souffler sur ces fleurs sauvages, rien que pour avoir le plaisir de voir les algues voler.

Soudain, un boucan d'enfer dans la salle ! Plusieurs évènements mécaniques s'activent dans des grosses boîtes façon théâtre de poche : des souliers articulés frappent le sol en cadence comme pour entamer une course (Arno Fabre) et des ustensiles – théière, marteau et balances – tambourinent dans un sacré raffut (Pierre Bastien). Fini le silence, place à la bougote dans cet accrochage susceptible de réconcilier les enfants avec l'art contemporain. Ralenti, donc, pour mieux repartir au galop...

CL. M.

Un catalogue d'objets ineptes et drôles dénonce par l'absurde la productivité à tous crins.

LE TEMPS QU'IL NOUS FAUT, CE QUE FEUT LA LENTEUR SUR LE MONDE au Maif Social Club, 37, rue de Turenne (III^e arrondissement), jusqu'au 24 février.



Bérangère Vantusso (CDN de Tours). PHOTO DR



Caroline Guiela Nguyen (TN de Strasbourg). PHOTO AFP



Fanny de Chailly (CDN de Bordeaux). PHOTO DR

N e bouillons pas, attrapons les bonnes nouvelles, même lorsqu'elles se présentent sous la forme d'une forêt touffue de chiffres. Longtemps, l'égalité des hommes et des femmes, dans et sur les scènes publiques labellisées, était un genre d'Himalaya supposé inaccessible. Pas assez d'autrices dramatiques, pas assez de metteuses en scène, pas assez d'artistes femmes ayant envie de diriger une structure – prétendait-on – pour qu'il soit possible d'envisager des saisons théâtrales paritaires et une direction qui ne soit pas majoritairement masculine. Jusqu'à l'année dernière, les chiffres étaient inévitables : lorsque les femmes étaient majoritaires, c'était parce que les spectacles dont elles se chargeaient avaient trait à la jeunesse. Elles restent toujours surreprésentées dans cette catégorie. Pour le reste, ça s'arrange.

Youtou. Deux études dont *Libération* a eu la première indiquent une inflexion, qui prouve que la volonté collective vers moins de discrimination sexuelle est payante. La première provient de l'Association des centres dramatiques nationaux (ACDN), dont les 38 directions ont signé en 2022 pendant le Festival d'Avignon une charte les engageant à œuvrer en faveur de l'égalité femmes-hommes dans la programmation, les budgets alloués, ainsi que les juges offertes aux spectacles. L'ACDN s'est associée à une chercheuse doctorante, Inès Picaud Larrandart, qui mène

Théâtre public : pari pas raté pour la parité

Dans les centres dramatiques nationaux, la parité femmes-hommes est quasi atteinte en ce qui concerne la direction et la programmation. Et elle progresse sur les scènes nationales. On revient pourtant de loin.

à son côté un travail d'analyse sur la mise en œuvre de la parité et explore également les questions de diversité – où tout reste à faire. L'analyse fine de la saison 2022-2023 constitue donc une sorte d'année zéro. Elle montre que dans les centres dramatiques nationaux, structures dont la spécificité est d'être dirigées par un artiste, la parité est quasi atteinte en matière de direction et de programmation. On revient pourtant de loin. En 2006, seulement 3 femmes étaient à la tête d'un CDN. Aujourd'hui, elles sont 19 dont 3 codirectrices qui partagent leur mission avec un directeur, sur les 38 structures existantes. Toujours dans les CDN, pour la programmation, la durée des séries, les juges alloués, les nouvelles sont bonnes : 50,5% des spectacles ont été mis en scène par des femmes et ils sont programmés aussi longtemps que ceux proposés par des hommes, dans des juges légèrement plus restreints, mais légèrement plus remplis. La metteuse en scène Emilie Caplez, qui préside l'associa-

tion, incite pourtant à ne pas faire sonner trop vite les youyous de la victoire. Notamment parce qu'une disproportion dans les moyens alloués, nerf de la guerre pour produire des spectacles, est criante. Tout se passe comme si les tutelles acceptaient de nommer des femmes dans des structures à condition qu'elles soient petites, circonscrites, modestes, et qu'elles ne fassent pas trop de bruit. Leur art séculaire de savoir accommoder les restes est-il censé détériorer leur pratique et leur permet-il de savoir mieux que leurs homologues masculins comment faire plus avec moins ? Les cinq CDN les mieux dotés sont dirigés par des hommes tandis que quatre des cinq les moins lotis le sont par des femmes.

Machette. Qu'en est-il dans les autres structures publiques ? Eh bien indigènes déjà, ce n'est pas un scoop, que quatre des cinq théâtres nationaux – la Comédie française, l'Odéon, le Théâtre national de la Colline et Chaillot – sont dirigés par des

hommes, et un seul – le théâtre national de Strasbourg – par une femme, Caroline Guiela Nguyen, et depuis peu. Si l'on zoome sur le théâtre du Châtelet, joyau de la ville de Paris, rappelons que c'est un homme qui vient d'y être nommé, Olivier Py, alors que la shortlist était constituée de deux candidatures féminines fortes (Valérie Chevalier et Sandrina Martins). Les 78 scènes nationales qui maillent le territoire français ne sont, sauf infime exception, pas dirigées par des artistes. Elles ont une mission davantage pluridisciplinaire que les CDN, au point que 23 d'entre elles intègrent un cinéma d'art et d'essai en plus de leurs salles de spectacles traditionnelles. Une autre différence de taille le distingue des CDN : la grande majorité des directions à la tête d'une scène nationale sont nommées en CDI, c'est-à-dire potentiellement pour la vie. Fabienne Loir, secrétaire générale de l'Association des scènes nationales, observe elle aussi une progression nette des femmes à

la tête des structures, qui passe de 26% en 2017 à 39% aujourd'hui – loin de la situation quasiment équilibrée des CDN. Et elle aussi note que les femmes, dernières arrivées, gèrent des structures plus petites et moins bien dotées que les hommes. *« Plus les gens sont expérimentés, plus ils peuvent postuler à de grosses structures »,* constate Fabienne Loir. On vous avait promis une note de chiffres, poursuivons notre promenade, armez-vous d'une machette. Les chiffres globaux de la saison 2022-2023 délivrés dans le nouveau rapport du Syndicat, principal syndicat des scènes subventionnées toutes catégories confondues, témoignent eux aussi d'une progression des femmes sur tous les terrains. Mais de moindre ampleur que dans les CDN, et ils sont tous en deçà de la parité. Citons-en deux : si 35% des spectacles étaient mis en scène par des femmes dans les structures adhérentes au syndicat en 2019-2020, ils sont 42% deux ans plus tard. Si elles n'étaient que 29% d'autrices

représentées en 2019-2020, elles sont 35% en 2021-2022. Les pourcentages cachent de fortes disparités entre les structures, et le Syndicat promet *« d'examiner, au cas par cas, la situation des adhérents dont les chiffres sont très éloignés des objectifs afin de trouver des solutions »*.

Équilibre. On peut s'en réjouir : les théâtres, les municipalités, les collectivités locales, la région – prennent garde de nommer des femmes à la tête des structures. Mais savent-elles les reconnaître ? Autrement dit, les directrices jeunes et moins jeunes peuvent-elles faire fructifier leur expérience ? Ou se retrouvent-elles fatalement « à la rue » après leurs bons et loyaux services ? Pour l'instant, seulement deux femmes metteuses en scène ont pu renouveler leur expérience de directrice de CDN.

La salve de nominations récentes – Bérangère Vantusso à la tête du CDN de Tours, Fabienne de Chailly au CDN de Bordeaux, Marcial Di Fonzo Bo au Quai à Angers – ne modifie pas l'équilibre. Rester encore deux lieux à pourvoir : la Comédie de Caen et, de manière imminente, la Commune – CDN d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis. Une emblématique de la démocratisation culturelle. Et où figurent en dernière édition Cécile Pauthe et Laëtitia Guédon, toutes deux en fin de mandat. La Commune va donc concentrer tous les regards.

ANNE DIATKINE

CULTURE

«Et si c'était eux?» : mise en senior

Dans une pièce touchante et drôle, les sociétaires du Vieux-Colombier en vieillards participent à une télé-réalité et règlent leurs comptes aux dérivés de Ehpad privés.

Le nom de la salle a valeur de programme: le Vieux-Colombier. Sur scène ils sont effectivement vieux, du quatrième âge. Regard absent alzheimerien pour le couple Martin Lallemand-Francine Valia, béquilles et genouillères pour Patrick Darent, un reste de gloire passée dans les cheveux rouges et les bijoux d'une Judith Siquaire tremblante, Séréaphin Bouderoix porte encore beau mais n'entend rien, quant à Armand Tresson il ne lâche pas, fringué sexy seventies, ce qui lui donne des allures de mort-vivant.

Voilà une belle équipe de seniors, tous «pensionnaires» de Pont-aux-Dames, la maison de retraite des sociétaires de la Comédie-Française, embarqués dans un show de télé-réalité, «Et si c'était eux?». L'enjeu? Convaincre les spectateurs contributeurs de maintenir le statut «privé non lucratif» de cette maison de retraite menacée comme deux autres établissements d'être avalés par le grand capital, en remportant une série d'épreuves: scène classique, monologue, chanson, improvisation. Et c'est pas gagné. Les cabots comiques retraités du théâtre privé de la Ménardière et les ex-futurs de joints en sarouel de la Cartoucherie de Vincennes abrités à l'hospice du soleil ont marqué des points les semaines précédentes.

C'est parti pour deux heures de farce pathétique dirigée par l'animateur Alban Vauquer (délirant Laurent Stocker flanqué d'une crinière

blonde style *Mon Petit Poney*) et sa collabo d'assistante (formidable Elissa Allouia). Cyranisme du *charity business*, obscurité des fameux «moments d'émotions», vulgarité du décor tout en rideaux dorés, tout est mis en place pour exhiber le spectacle hilarant de la vieillesse des six retraités de la Comédie-Française. Ils ont connu des heures de gloire, traversés des centaines de rôles, ils vous ont fait rêver, vous les avez applaudis, envieux peut-être? Prenez aujourd'hui votre revanche en regardant ces mains qui tremblent, ces corps perdus, ces visages décharnés, tachés – le travail de maquillages et perruques de Cécile Kretschmar est déjà un show en lui-même, qui métamorphose la troupe générale. Alain Lenglet, Florence Valia, Julie Sicart, Sébastien Poudroux, Clément Bresson, Dominique Parent. Et la mémoire? Elle flanche bien sûr, mais elle retrouve ses marques pour des comédiens habitués par les textes qui les ont construits. Il suffit d'un mot et c'est *Bri-tannicus*, *Cyran de Bergerac*... qui reviennent.

La comédie de Jules Sagot et Christophe Montenez (lui-même sociétaire de la Comédie-Française) se regarde bien sûr comme un hommage affectueux et inquiet aux anciens qu'ils seront un jour. Et s'ils jouent, sur la fin, un peu trop la carte de l'émotion facile avec une scène de couple de vieux évidemment amoureux comme au premier jour, on gardera en mémoire ce moment de bascule où le personnage de Judith Siquaire refuse le jeu, oppose à la violence kitsch de l'émission la radicalité d'un réquisitoire politique. C'est un coup d'Etat dans la pièce, qui vient régler son compte aux dérivés capitalistes des Ehpad privés à but lucratif. Plus c'est cher, moins il y a de personnel, pas plus de trois couches par jour, les biscottes rationnées... rien qu'on ne sache déjà, après les révélations de l'enquête signée Victor Castanet, *les Fossoyeurs*. Mais il se passe quelque chose, là, face public, à regarder Julie Sicart s'engager

dans une prise de parole frontale. La pièce vacille, la mise en abyme fonctionne à plein régime. Pour quelques minutes, les éclats de rire font place à un silence de mort.

LAURENT GOUMARRE

ET SI C'ÉTAIT EUX?

Texte et mise en scène de CHRISTOPHE MONTENEZ et JULES SAGOT.

Au théâtre du Vieux-Colombier Comédie-Française jusqu'au 5 novembre.



Le futur après la retraite à 64 ans. PHOTO VINCENT PONTET.



eurostar

Jusqu'où vous emmènera

Eurostar?



Amsterdam

TOGETHER WE GO FURTHER®

5 pays | 1 réseau

*Plus loin, ensemble

Vert mesureur

Jim Skea Le nouveau président du Giec est un chercheur écossais à l'optimisme invétéré et au pragmatisme tout britannique.



Il a été élu en juillet, pendant le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre, mais pas en Angleterre qui n'était que grisaille et pluie. Jim Skea, 70 ans depuis septembre, a ajouté cet été le titre de président du Giec au pied d'un CV déjà rempli par une longue carrière dans le domaine des énergies renouvelables et de la recherche sur le changement climatique. Lorsqu'il ouvre la porte de son bureau de l'Imperial College London, le décor n'est guère impressionnant : c'est une petite pièce aux tons neutres, avec pour toute décoration une affiche de Kandinsky. Un Bronpton, ces vélos pliables que les Londoniens transportent dans le métro, est rangé dans un coin. Le campus se situe dans un des quartiers les plus chics de la capitale. Au bout de la rue, les touristes attendent devant le Musée d'histoire naturelle pour rendre visite au squelette de Patagotitan, le plus gros dinosaure découvert à ce jour. Derrière l'imposante façade du bâtiment brutaliste d'après-guerre de l'université, Jim Skea planche pour nous éviter de partager le destin du mastodonte, et enchaîne patiemment les interviews. «S'il y a une chose à laquelle je ne m'attendais pas avec ce nou-

veau poste, c'est le niveau d'attention médiatique. Mais c'est une bonne chose» s'amuse-t-il, enfilant sa veste de costume pour la séance photo de rigueur. Depuis quelques années, les rapports du Giec sont frénétiquement attendus par les politiques et activistes, et décortiqués dans les médias dès leur sortie. Ce groupe d'experts de l'ONU rassemble 195 pays, dont les représentants doivent approuver à l'unanimité les résumés rédigés à l'intention des dirigeants. Un travail titanesque, d'autant que les publications sont de plus en plus nombreuses. Jim Skea travaille avec l'Instance «en pointillés» depuis sa création. Il a fini par coprésider le groupe de travail 3, dédié aux solutions pour l'atténuation du changement climatique.

«Ses interventions ont toujours été assez mesurées, c'est quelqu'un qui a tendance à apaiser les tensions», se rappelle Nadia Maizi, professeure de mathématiques appliquées à Mines-ParisTech et autrice du même groupe. James «Jim» Skea (les Britanniques résistent rarement à l'attrait d'un diminutif) a grandi dans un ancien village de pêcheurs désormais absorbé par la banlieue de Dundee, sur la côte Est de l'Ecosse. Des activistes climatiques s'y battent ac-

tuellement contre l'installation de nouvelles infrastructures pétrolières. Mais à son époque, «la seule préoccupation était la météo, pas le climat». Ses parents, une secrétaire médicale et un employé municipal, lui offrent une jeunesse classe moyenne tout ce qu'il y a de plus classique: il se prend de passion pour The Who et Fleetwood Mac, et randonne quand le temps le permet.

Parti pour devenir physicien, Jim Skea change d'avis au milieu de ses études et débouche à Cambridge au moment de la première crise pétrolière. «C'est ainsi que je suis progressivement tombé dans les énergies renouvelables, il n'y a pas vraiment eu de grand moment de révélation». Touche-à-tout, il part à Pittsburgh et, la météo étant toujours la principale préoccupation, devient le spécialiste britannique des pluies acides. «Puis l'intérêt pour les pluies acides a diminué, et celui pour le climat a augmenté». Avec un pied dans le monde des régulateurs et l'autre dans la communauté scientifique, il se dit «sans discipline» favorite, mais pas «indiscipliné» précise-t-il, car les deux se disent de la même manière en anglais.

«Il donne l'impression d'être quelqu'un de très pragmatique», souligne François Gemenne, politologue belge, autre co-auteur du sixième rapport du Giec. Il est sans doute moins

1953 Naissance
2009 Devient professeur en énergies renouvelables
2018 Co-auteur du rapport spécial du Giec sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C
Juillet 2023 Elu président du Giec

idéologique que ne pouvait l'être Rajendra Pachauri (président du Giec de 2002 à 2015, au cœur de plusieurs controverses, ndr), mais il est aussi plus visible et plus charismatique que son prédécesseur, qui était tout à fait effacé. Il voit Skea comme «un homme plutôt sympathique», «une personnalité académique et un grand chercheur», même s'il n'aurait pas parié «qu'un vieux monsieur blanc soit à nouveau à la tête du groupe».

Des ses premières interviews, Skea a surpris, donnant l'impression de relativiser la gravité de la crise climatique. Dans un entretien accordé au magazine allemand *Der Spiegel*, il qualifiait de «symbolique» l'objectif de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5°C d'ici la fin du siècle. Son conseil de ne pas «exagérer la menace», combiné au titre de l'article «Avec un réchauffement de 1,5 degré, le monde ne va pas s'écrouler... a été reperçus par les climatologues qui y voyaient un argument allant dans leur sens. «Ça a pourtant rassuré certains, qui s'inquiètent de l'idéologisation constante du discours sur le climat», explique Gemenne. Malgré les annonces inquiétantes, Jim Skea reste flegmatique. Optimiste, même. «Cela fait trente ans que je travaille sur le réchauffement. Si je me levais tous les matins dans un sursaut de panique, je ne pourrais pas fonctionner. Quand je me réveille, je sais ce que j'ai à faire. Notre mission est de produire des conseils et d'organiser les données pertinentes pour prendre des mesures en matière de changement climatique, et c'est précisément ce qu'on fait.» S'il se réjouit de voir qu'il y a «de l'ambition internationale» et «des objectifs clairs», il regrette «un manque d'actions qui nous permettraient de les réaliser».

Deuxième Britannique à présider le Giec – qui n'a été dirigé que par des hommes – et alors que le gouvernement de Rishi Sunak vient de renoncer à certaines mesures phares de son programme environnemental et de repousser plusieurs objectifs importants, Skea refuse de parler de ses convictions politiques, poste à responsabilité internationale oblige. Sur sa vie privée, il reste tout aussi discret et mentionnera seulement qu'il a deux enfants, «à qui je ne pourrais pas fonctionner. Quand je me réveille, je sais ce que j'ai à faire. Notre mission est de produire des conseils et d'organiser les données pertinentes pour prendre des mesures que nous devons mettre en place à l'avenir se feront à une échelle beaucoup plus réduite et doivent impliquer les personnes qui vivent les terres, la population, les ménages, les propriétaires... C'est plus compliqué que ce qu'on a fait jusque-là». Ses actions de désobéissance civile de Just Stop Oil ou Extinction Rebellion, auxquels les conservateurs mènent la guerre en tentant de limiter le droit à manifester, il ne se prononce pas : «A ce stade, il est difficile de savoir quel est l'effet de leurs méthodes». Diplomate, il assure que le Giec sera «ravi de lire les rapports» que les sociologues écriront à l'avenir. ▶

Par JULIETTE DÉMAS
Photo TURKINA FASO